

N° 700 — 3 F
DU 6 MAI AU 12 AVRIL 76

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

les aveux des
paras de Tancos

PORTUGAL et maintenant ?



Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :

- Où va la France ? : Léo Goldberg - Maurice Najman
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Champs libres : Maguy Guillien
- Luttés en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les damnés de l'intérieur : Dominique Lambert - Michel Camouis
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Incident

Collaboration :

Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - J. Jullien - R. Lanarche - V. Leduc - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - A. Isserman

Promotion :

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.-P. Sallent

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition :

Compo-presse, Paris.

Secrétariat de rédaction :

Monique Grima

Maquette :

Chantal Lender

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F.

offre spéciale SYROS

A l'occasion de la nouvelle formule et du spécial « Front populaire »

librairie

LOT N° 1

Jean Bron
Histoire du mouvement ouvrier,
trois volumes 89 F
Yvan Craipeau
Le mouvement trotskiste en France 30 F
Prix réel 119 F

LOT N° 2

Daniel Guérin
Front populaire,
Révolution manquée 35 F
Maurice Jaquier
Simple militant 36 F
Jean Rabaut
Tout est possible 48 F
Prix réel 119 F

LOT N° 4

Pierre Naville
L'entre-deux-guerres
Prix réel 115 F

Notre proposition :

pour chaque lot FRANCO 100 F
Adresser commandes et règlements
aux éditions Syros
9, rue de Borromée, 75015 Paris.
CCP 19 706 28 PARIS.

sommaire

Où va la France ?

Que va faire la gauche au pouvoir ? Y. Craipeau p. 4
Plus-values. M. Etienne p. 5

Injustices

Goldman, la victoire. P. Henri p. 6
Affaire Agret p. 6

Champs libres

Les espoirs de 1976. M. Guillien p. 7
Le Languedoc-Roussillon en colère. P. Bron p. 7

Briser la chaîne

Nationaliser, pourquoi ? P. Régnier p. 8
La beauté du métier de sage-femme. p. 9
Lyon : l'hôpital ou l'hôtel p. 9
On ne peut pas tout dire p. 10

Pourtant elle tourne

Portugal : recul n'est pas reflux. M. Najman p. 11
Exclusif : la clé du 25 novembre. J.-P. Faye pp. 12-13
On ne peut pas tout dire p. 14

Luttés en classes

Difficile jonction. J. Roman p. 15

Les damnés de l'intérieur

Sonacotra. M. Camouis p. 16
Prostitution. C. Fauchard p. 17

Les choses de la ville

Histoire d'une occupation : Strasbourg p. 18
Une inauguration très réussie : Le Havre p. 18

Tribune de l'autogestion

Frédo Krumnow p. 19

Les armes de la critique

Goodman, un prophète de l'autogestion. M. Chenetier p. 20

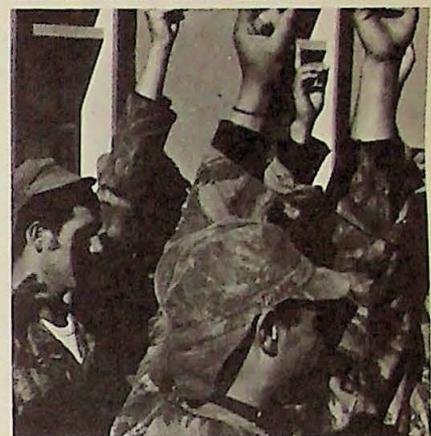
C'est aussi politique

Colette Magny. M. Lay p. 21
Gilles Vigneault. M. Lay p. 22
Théâtre. D. Nores p. 22

C'est la fête

Imago ; Béranger, Weltervald. M. Incident p. 23

Photos : Adja ; AFP ; Birgit ; Christian Weiss ; Fotolib.



1^{er} mai : les soldats avec les travailleurs.



Hebdo 76 organise les 15 et 16 mai à Bruxelles, sur le campus, deux délirantes journées de fête et d'animation. Si vous aimez la bière belge et si vous voulez connaître les luttes et la culture de l'extrême gauche flamande et wallone, allez-y.

Il y aura Léo Ferré, Ange, Paco Ibanez, Paul Louca, Dadi, Cuarteto Cedron, Béranger, Bedos, Isabel et Angel Parra, et... 50 autres artistes.

La Belgique est à deux pas. C'est le moment de faire connaissance.



éditorial

union, action, autogestion

Les manifestations du 1^{er} mai ont été, partout en France, les plus imposantes de toutes ces dernières années. Elles ont mis en évidence la volonté de lutte de la classe ouvrière, l'ampleur de la protestation populaire contre la politique du pouvoir. La présence massive des étudiants, celles des femmes, des immigrés, des soldats en uniforme, était significative de l'élargissement du front de lutte, de l'entrée de nouvelles forces dans la bataille.

Si le nombre et la détermination des manifestants, particulièrement celle des ouvriers en grève et des jeunes, ont frappé tous les observateurs, si l'on a souvent évoqué, quarante ans après, le 1^{er} mai 1936 (l'exceptionnel accueil fait aux vendeurs du numéro spécial de *Tribune Socialiste* a montré que le souvenir en est bien vivant dans la classe ouvrière), il faut bien noter aussi le décalage entre la volonté d'action et d'union qui s'exprimait avec force, et la réserve des directions politiques des partis de gauche.

Quelques jours avant ce 1^{er} mai, l'état-major du Parti socialiste tenait un « séminaire de réflexion ». Cette réunion aurait été surtout marquée par le souci de « rassurer ». Les dirigeants socialistes prévoieraient maintenant trois étapes, la « modification en profondeur des structures de la société française » ne devant intervenir que trois ans après une victoire électorale de la gauche. En attendant, le gouvernement de gauche devrait s'employer à élargir sa base sociale et à obtenir un consensus politique. Il compte sur les centrales syndicales pour que « l'accès au pouvoir ne se traduise pas par une gigantesque confrontation sociale ». De l'autogestion, il n'en a apparemment pas été question au cours de ce séminaire, mais l'on sait que François Mitterrand avait annoncé qu'elle n'interviendrait que très « progressivement ».

Quant au Parti communiste, bien que son « militantisme » inquiète le PS, il a, lui aussi, le souci de rassurer. Il n'est que de voir son em-

pressement à défendre la propriété privée contre toute menace, d'où qu'elle vienne, et le ralliement esquissé à la force de frappe. Or, dans les périodes de tension sociale, comme celle que nous traversons, les états-majors proposent, mais les masses disposent. Il en fut ainsi en juin 36, sitôt après la victoire électorale du Front populaire. La « gigantesque confrontation sociale » redoutée de la direction du PS est, au contraire ardemment attendue par les millions de travailleurs qui subissent depuis des années l'épreuve de la crise. A mesure que se rapprochent les échéances politiques décisives, grandit l'exigence d'un changement fondamental des structures et des rapports sociaux.

On s'est également préoccupé, au séminaire du PS, de « consolider la victoire de la gauche », ce qu'elle n'est parvenue à faire, a-t-on dit, ni en 36 ni en 47. Mais c'est précisément en raison du décalage rapidement intervenu entre l'action gouvernementale et le mouvement de masse. Il n'est pas de victoire durable de la gauche si les travailleurs sont frustrés de leur propre victoire. C'est à partir de ces expériences historiques que se développe l'exigence autogestionnaire. Si les masses populaires retiennent la nécessité de l'unité dans l'action, elles en tirent de plus en plus cette leçon qu'elles doivent garder l'initiative, prendre en main la conduite de leur lutte et construire les instruments de leur pouvoir à tous les niveaux de la vie sociale. Ceux qui, dans les cortèges du 1^{er} mai criaient « *Union, action, autogestion* », étaient moins nombreux que ceux qui reprenaient le slogan « *Union, action, Programme commun* », mais ils exprimaient déjà le véritable problème que pose à l'ensemble des travailleurs la perspective d'une victoire de la gauche. Ils énonçaient la stratégie capable de leur assurer que cette victoire serait bien la leur.

Victor LEDUC ■

lip : occupation

A 12 h 10, lundi 3 mai, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation de biens pour les trois sociétés (SECEH, Spemelin, SEMEM). Cette décision était attendue depuis plusieurs jours. Personne n'a été surpris à Palente. Pour des capitalistes qui voudraient reprendre l'affaire, il est plus intéressant de tout reprendre à zéro, plutôt qu'une exploitation sous règlement judiciaire qui leur poserait des problèmes. Pour les travailleurs de LIP, une solution bancaire aurait pu entraîner une division entre l'armement, par exemple, et une partie de l'horlogerie, et ceux qui inévitablement auraient été licenciés.

« Notre réaction immédiate va être l'occupation de l'usine, car il n'est pas question de la quitter. Mardi, une manifestation massive a montré que LIP voulait vivre. Une popularisation des journées portes ouvertes des 8 et 9 mai a été organisée ».

L'accent est mis sur la nécessité de porter partout le débat. A Paris, à Grenoble, à Fougères, à Marseille, les travailleurs de LIP se sont déjà exprimés. Une coordination et des rencontres nationales avec d'autres boîtes en lutte (Caron-Ozanne, Griffet, Viticulteurs, Réo, CIP...) sont envisagées.

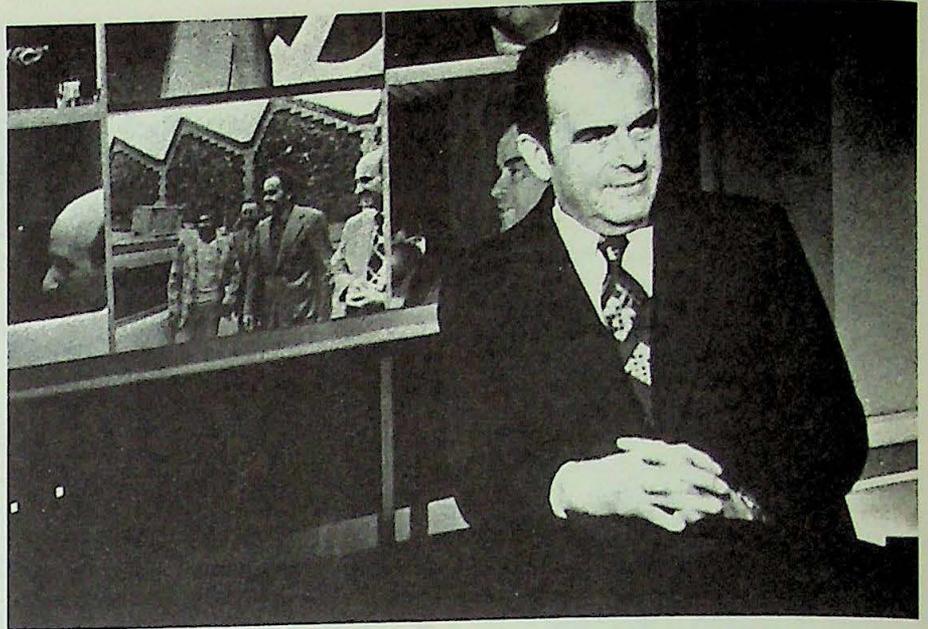
La liquidation des biens montre la volonté politique du pouvoir de rejeter la balle dans le camp des actionnaires en disant : « *Ca ne nous concerne pas !* ». D'Ornano ne serait pas opposé à une solution industrielle cohérente maintenant les emplois. Mais il s'agissait de déclaration d'un ministre à des élus bizontins...

Les travailleurs de LIP face à ces déclarations sont convaincus que le combat sera de longue durée. Le débat sera largement porté dans l'opinion. Le refus des actionnaires de faire un quelconque effort, montre qu'on veut faire de LIP une dépouille que se partageraient les vautours (Ebauches SA s'engage à racheter la marque).

La nécessité accrue d'un soutien national est affirmée une fois de plus. En se battant pour LIP, on se bat pour tous les travailleurs de l'horlogerie, et en premier lieu pour ceux de Franche-Comté. Les contacts dans toutes les boîtes du Haut-Doubs (Pontarlier, Morteau...) ont été fructueux. Les travailleurs continuent à coller à l'événement. Ils maintiennent leur unité pour mieux se faire comprendre, pour porter partout le sens de leur combat.

Charles PIAGET. ■

Où va la France ?



Que va faire la gauche au pouvoir ?

Les cantonales, comme les sondages, font apparaître pour la gauche une majorité électorale de 52 à 56 %. La droite peut-elle remonter son handicap ? Giscard compte pour cela sur la reprise économique. A supposer qu'il y croit, le calcul est illusoire. Partielle et incertaine, la reprise actuelle est due pour l'essentiel à la restructuration des entreprises.

La concentration industrielle permet l'utilisation d'une technologie qui augmente la productivité du travail. Mais pour quoi faire ? Pour diminuer le temps de travail ? Pas le moins du monde. Au contraire pour augmenter les profits en réduisant le nombre des travailleurs. Ceux qui sont chassés de la production sont condamnés à renforcer la réserve du chômage, ou éventuellement, plus tard, à essayer de se reclasser dans le secteur non productif. Tout au plus Giscard peut-il espérer contraindre un certain nombre de

chômeurs à remplacer une partie de la main-d'œuvre immigrée dans des travaux sans qualification.

la droite peut-elle gagner ?

C'est pourquoi, dans les deux années qui viennent, le chômage ne diminuera pas de manière sensible et les patrons continueront à l'utiliser pour faire pression sur les revendications. Ce n'est pas parmi les travailleurs que la droite trouvera de nouveaux électeurs. Peut-elle en trouver dans d'autres couches populaires ? Giscard l'a essayé en vain par un saupoudrage de petites réformes orchestrées à grands sons de trompe. Il n'a plus rien dans son sac. Partout, jusque dans les appareils d'Etat, le sentiment grandit qu'il faut en finir avec la droite et la domination du profit.

La question n'est plus de savoir si la gauche parviendra au pouvoir.

C'est pratiquement certain, au plus tard en 1978. Tout le monde le sait. La question qui se pose est celle-ci : que fera la gauche au pouvoir ?

le gouvernement de gauche et le Programme commun

Sans faire appel aux services de Madame Soleil, nous connaissons dès maintenant les intentions du PS qui sera appelé à constituer ce gouvernement. Nous sommes parfaitement éclairés par le « séminaire de réflexion » qu'ont tenu ses dirigeants les 27 et 28 avril et dont T. Pfister rend compte dans *Le Monde*. Aux cadres dirigeants de l'industrie, Mitterrand avait déclaré : « Le Programme commun sera totalement appliqué. » Voilà ce qui rassure tout le monde. Les industriels aussi. Mitterrand leur explique en effet : « Il comporte seulement la nationalisation de neuf groupes industriels et du crédit. Tout le reste sera le secteur privé » (disparaît la petite clause chère au CERES qui permettait aux travailleurs d'étendre les nationalisations).

Il met les points sur les « i » : « Beaucoup de théoriciens socialistes reprochent au Programme commun de n'être pas socialiste » dans la mesure où selon eux « il ne crée pas une rupture avec la société capitaliste. » Mitterrand rassure son auditoire de patrons : « Je ne suis pas marxiste, mon gouvernement s'occupera de gérer la société capitaliste, non de la mettre en cause. » Cela nous le savions déjà. Michel Rocard l'avait du reste rappelé sans ambages au lendemain des cantonales.

Mais le séminaire nous renseigne sur la manière dont le Programme commun sera appliqué. On n'en garderait que « le cadre ». Nous allons voir qu'il s'agit d'un cadre vide. Mauroy déclare : « Il faut, dans le cadre du Programme commun, développer les propositions socialistes. » Ce n'est pas là une remarque anodine sur le droit naturel de proposition qui est celui du PS. Cela signifie que la politique réellement mise en œuvre sera celle du PS, ou plus exactement de ses technocrates. Déjà en 1974 quand il était question que Giscard fasse appeler Mitterrand rue Matignon, Michel Rocard, comme futur ministre, avait exposé dans *Le Monde* « le programme de la gauche », c'est-à-dire son propre programme, qui consistait notamment à faire prendre aux travailleurs leur part de sacrifice pour affronter la crise.

une simple actualisation

A la veille des cantonales, dans son face-à-face télévisé avec Fourcade, Mitterrand avait développé, non les mesures du Programme commun, mais les solutions de « ses espoirs ». Chacun avait observé qu'il se tenait sur le même terrain que son adversaire, qu'il ne s'opposait à lui que par le choix des techniques de gestion, les siennes visant, par exemple, à résorber une partie du chômage par l'existence du secteur tertiaire. Maintenant, on nous apporte des précisions. L'action du gouvernement s'exercera dans le cadre du Programme commun (c'est-à-dire dans le cadre d'une politique gestionnaire) mais les mesures du programme sont inacceptables : il est déjà vieux de quatre ans. Or les groupes de travail PS, PCF, MRG mis en place pour réviser le programme sont pratiquement gelés sur les problèmes essentiels : l'économie, l'Europe et la défense. Il n'est pas question de « grandes négociations du programme ». On se contentera, le moment venu, d'une simple actualisation. Qui « on » ? Les trois partis, si c'est possible, sinon le PS lui-même comme il le fait déjà depuis 74. « Pour le reste, les socialistes proposeront au coup par coup des déclarations communes. »

Cette révision imposée aux partisans, dans quel sens ira-t-elle ? Le maire de Lille le précise sans détours : le PS va parler « le langage de la raison et de l'effort » rapporte Pfister « que l'arrivée de la gauche au pouvoir ne correspondrait pas à l'avènement du parti tertiaire ».

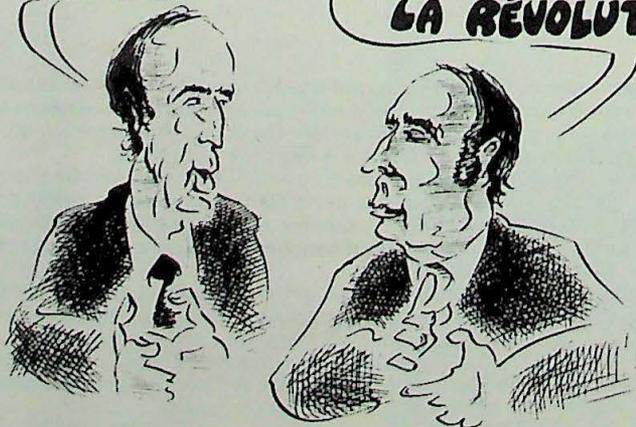
Les travailleurs doivent retrousser leurs manches et accepter des sacrifices pour sortir de la crise — c'est-à-dire pour sortir le capitalisme de sa crise. Gérer la société capitaliste, c'est aujourd'hui gérer la crise. Pour cela il faut « obtenir un consensus politique ». Ce consensus, Giscard cherche en vain à l'obtenir : il ne peut compter que sur FO. Convaincre les travailleurs qu'il leur faut se sacrifier pour tirer d'affaire le capitalisme, cela exigerait l'aide des centrales syndicales, plus précisément leur complicité.

Yvan CRAIPEAU ■

(Suite de l'article la semaine prochaine)

UNE RÉVOLUTION SOUHAITABLE : LA RÉFORME !

NON ! UNE RÉFORME SOUHAITABLE : LA RÉVOLUTION !



J.F. Ballester

plus-values :

On eût aimé que la gauche rappelle, au risque de perdre quelques voix douteuses, que les plus-values et le capital devront être taxés par le prochain gouvernement d'unité populaire...

La folie qui s'est emparée des députés de la droite devant le projet de taxation des plus-values a le mérite de montrer que le giscardisme est aujourd'hui la doctrine avancée d'un groupuscule d'arrière-garde.

A la veille des élections cantonales, la majorité est encore la majorité. Au lendemain de ce scrutin, la « majorité » est déjà la minorité. Vote n'impliquant pas un choix de société, scrutin de défoulement ou victoire politique de la gauche ?

des états d'âme

La réponse vient quelques jours plus tard, du président de la *minorité* des Français soi-même : il broie du noir avec tant d'application sur les écrans de la télé que la courbe des mécontents dépasse rapidement la cote d'alerte sur la console des sondages de l'Élysée. Survient la dernière conférence de presse de Giscard : tenant une forme superbe, le sourire retrouvé, le président s'emploie à rassurer ceux qui l'ont élu (et qui lui ménagent leur confiance avec de plus en plus de réticences) tout en proclamant son désir de continuer à promouvoir des réformes. Cependant, Girgembre hurle au loup tandis que l'UDR reprend, par coordonnateur et ex-gardien de moutons interposés, du poil de la bête. Le tout avec si peu de complexes que le centre n'en finit pas de s'enliser dans des états d'âme cornéliens : comme s'il était possible de sortir du marais en s'accrochant aux feuilles d'un nénuphar.

Toujours est-il que Giscard fait semblant de frapper un grand coup : les plus-values seront taxées et les députés qui oseront s'opposer à cette grande réforme en subiront les conséquences : plus d'investiture pour les frondeurs décidés à dénaturer la cohérence intellectuelle du texte présidentiel. Un excellent

confrère du *Quotidien de Paris* va jusqu'à qualifier le plaidoyer de Giscard de « très brillant et fort bien venu ». Le même J.-F. Kahn avoue une semaine plus tard perdre son latin devant les contradictions présidentialles.

En fait, Giscard est un grand maître du cinéma, on le sait depuis longtemps, trop de gens l'ont oublié. Aujourd'hui, la taxation des plus-values est l'exception, la non-taxation, la règle. Demain, explique Giscard, le principe sera inversé. Et pour être plus convaincant, Valéry appuie sur le mot taxation. Il s'empresse d'y ajouter un nombre impressionnant d'exceptions. Si bien qu'à y regarder de plus près, il n'y a quasiment rien de changé à la situation antérieure.

un vent de révolte

Malgré tant de précautions, un vent de révolte se met à souffler sur les bancs de l'Assemblée nationale. Il n'y a plus de majorité au sein de la majorité pour voter le texte préparé par Fourcade. Les RI sont partagés entre l'attachement à leur cher président et des électeurs paniqués à l'idée de voir leur résidence secondaire « honteusement taxée » ; quant à l'UDR qui a, paraît-il, mal digéré la menace giscardienne de retirer le label VGE aux antiréformateurs, elle vide sa hargne sur les fonctionnaires de la rue de Rivoli. Le projet de taxation est mauvais ? C'est pas la faute à Giscard, ni à Fourcade, mais celle des fonctionnaires des Finances qui ont trahi la pensée de l'intellectuel de l'Élysée.

On n'ignorait plus depuis Montredon que Fourcade avait le flair d'une vache normande, on ne le savait pas crétin au point de comprendre les vœux de Giscard à l'envers. Et pour que les choses soient bien claires,

Fourcade annonce la veille du 1^{er} mai qu'il attache beaucoup de prix à la justice fiscale, mais qu'il lui paraît nécessaire de renforcer la protection des contribuables vérifiés, victimes de la curiosité de jeunes inspecteurs écœurés de lutter contre les fraudeurs avec des arbalètes. Les fonctionnaires ont le tort de pallier le manque de moyens dont ils disposent, pour traquer leur gibier, en manifestant une conscience professionnelle à toute épreuve. Malheureusement, elle n'est pas à l'épreuve des mensonges les plus grotesques. Qui connaît les modalités de poursuite des auteurs d'indélicatesses fiscales sait que l'initiative de ces poursuites appartient au ministre des Finances soi-même, et qu'il choisit avec beaucoup d'à-propos ses victimes ou celles qui ne seront victimes de rien du tout (certain ancien secrétaire général de l'UDR en sait quelque chose).



De quoi s'agit-il en fait, sinon de resserrer l'état de la hiérarchie politico-administrative sur des fonctionnaires de moins en moins dociles ? Désigner des boucs émissaires,

certes, mais aussi les écarter des plates-bandes du pouvoir. C'est ce qui vient de se produire dans les jardins du Garde des Sceaux : Lecanuet vient de procéder à la plus grande lessive de la Chancellerie depuis la Libération. L'épuration frappe plusieurs magistrats dont la probité est irréprochable ; on leur reproche sinon d'avoir le cœur à gauche, du moins de ne pas le laisser battre à toute allure pour la droite.

Dans l'affaire des plus-values, la position de la gauche parlementaire n'est pas moins curieuse : dire que le projet gouvernemental est ridicule et ne change rien est une chose ; s'ériger (comme Marchais l'a fait à la télé) en défenseur indéfectible de la petite propriété en est une autre. Pour tout dire, on croit rêver...

Il est à craindre que le chemin qui conduit au pouvoir ne soit semé de victimes de la raison d'Etat. Pour la gauche, cette raison est d'essence électorale. Pour la droite, elle est essentiellement répressive.

Acculés à la répression faute d'avoir maîtrisé la technique de la dissuasion, les « libéraux avancés » feront tout pour empêcher la gauche de remporter les prochaines élections. Que la taxation des plus-values ait réduit le giscardisme aux dimensions d'un groupuscule ne doit pas faire illusion. Si le président de la République ne dispose d'aucune majorité à l'Assemblée pour voter un texte qui dès le départ avait la prétention de ne rien changer, on eût aimé que la gauche prenne une position claire sur cette question.

Il nous reste à rappeler que les plus-values et le capital doivent être taxés, quitte à perdre, comme ne le regretterait même pas François Henri de Virieu dans le très pro-socialiste *Nouvel Observateur*, « quelques paquets de voix douteuses ».

Nous n'en doutons pas. Encore fallait-il le préciser.

Michel ETIENNE ■

stages d'été 1976

Notez dès à présent les dates des stages d'été :

● Deux stages de base

(Initiation au marxisme, l'unité populaire, les stratégies du mouvement ouvrier, etc.) :

- du 24 juillet après-midi au 1^{er} août matin (Hautes-Alpes) ;
- du 21 août après-midi au 29 août matin (Gers).

● Deux stages d'animateurs de section

— histoire du mouvement ouvrier, du 14 août après-midi au 21 août (Gers) ;

- les bases théoriques de l'unité populaire, du 21 août après-midi au 29 août matin (Hautes-Alpes).

● Un stage de sérigraphie

(Acquisition de la technique sérigraphique), du 15 au 20 août (Hautes-Alpes).

Le parti fait donc un considérable effort pour ces stages d'été. Il serait souhaitable que les militants y répondent nombreux. Sachez que vous pouvez venir en famille, que des gardes d'enfants seront organisées, que les lieux choisis sont particulièrement agréables et avec beaucoup de possibilités de loisir.

Pour tout renseignement, une plaquette sera prochainement disponible auprès de vos fédérations.

injustices

Goldman la victoire

« A la question : Pierre Goldman est-il reconnu coupable du double meurtre de la pharmacie du boulevard Richard-Lenoir... le jury a répondu... NON ».

Un immense cri de joie a accueilli l'annonce du verdict. Le public, debout, applaudissant en cadence, ou le poing levé en signe de solidarité avec Goldman fêtait la victoire de la vérité sur la calomnie et la machination. L'attente du verdict fut houleuse. Les gendarmes mobiles en armes avaient pris position dans le hall du palais, et l'on sentait, qu'en cas de verdict négatif, l'affrontement serait inévitable.

Douze ans de réclusion : telle est la peine infligée par les jurés d'Amiens. Cela signifie en clair que Goldman peut espérer dès cette année la liberté conditionnelle.

« Pierre Goldman, né en 1944 à Lyon des relations d'un couple de résidents israélites », voici comment débute l'acte d'accusation de Pierre Goldman, accusé de trois agressions à main armée et d'un double meurtre. C'est en fait la première pierre de « l'affaire Goldman ».

« l'affaire »

Le 19 décembre 1969, que s'est-il passé réellement au 6, boulevard Richard-Lenoir ? A 20 heures, un homme entre dans la pharmacie tenue par Mme Delaunay, il menace la pharmacienne et sa préparatrice avec un pistolet. Au même instant un dénommé Trocard entre pour acheter un médicament, l'homme le fait mettre les mains en l'air. Trocard répond qu'il n'a pas d'argent et fait mine de lui lancer une pièce de 5 F. L'individu tire immédiatement, il blesse Trocard et abat les deux pharmaciennes, puis sort en courant et se retrouve face à l'agent de police Quinet (qui, hors service, prenait son apéritif au café le Jean Bart et, apprenant qu'un hold-up se déroulait à la pharmacie, était venu à la rescousse). Il s'ensuit une bagarre entre les deux hommes, l'assassin tire sur Quinet pour s'en sortir et prend la fuite. Quinet, grièvement blessé, à l'article de la mort, déclarera : « Il m'a eu, c'est un mulâtre ».

Dans un premier temps la police se dirige vers les milieux immigrés mais l'enquête ne donne rien, lorsque une providentielle information leur parvient : un certain Goldy serait susceptible d'avoir commis le coup de l'affaire Richard-Lenoir. L'indicateur est formel. X 2, comme l'appelle Goldman, s'est trompé. X 2, un ancien para de la guerre d'Algérie, provocateur à la solde des flics en 68, se serait basé sur de fausses suppositions. Et ce qui est grave, c'est

que dans cette affaire tout repose sur la crédibilité que l'on peut accorder à la dénonciation de X 2.

le mécanisme de l'accusation

Tout comme le premier procès, l'ensemble des débats repose sur des appréciations sans fondement, des suppositions subjectives, ou de vagues impressions. A aucun moment une preuve matérielle ne fut fournie. Goldman refuse de donner le nom de X 2 son délateur, pour des raisons qui sont particulièrement significatives de son caractère. D'abord, on lui a toujours inculqué de ne jamais donner quelqu'un. Et d'autre part, il estime que ce n'est pas à lui de révéler le nom de X 2, mais aux policiers qui, bien entendu, refusent.

Pendant l'ensemble des débats, on n'oubliait jamais que l'accusé était juif et révolutionnaire, et, malgré les efforts de chacun pour dédramatiser le procès, on ne put ou ne voulut se démarquer du passé de Goldman.

Lors du premier procès, on condamna Goldman, le juif gauchiste et lors du second, la campagne de presse en faveur de Goldman aidant, la possibilité éventuelle de son innocence émise par les chroniqueurs bourgeois comme Laborde de *l'Aurore*, pesèrent lourdement sur la façon dont le président dirigea les débats. Et c'est en fait la défense qui fit le procès de la justice et des méthodes policières : grand émoi des avocats de la partie civile. Goldman parla de machination policière ; M^e Kiejman employa plus simplement le terme de moule classique de procédure policière, la partie civile ne s'y est pas trompée et Me Garaud bâtit sa plaidoirie sur toute une série d'arguments pé-



tainistes (l'héroïsme du gardien de la paix, l'honneur, l'atavisme en parlant de l'agent Quinet, etc.) ; il cria même : « Si vous ne condamnez pas Goldman au maximum de la peine (la peine de mort), vous remettrez en cause l'ensemble des condamnations effectuées sur la base de reconnaissance des témoins ». Et pourtant, lorsque l'on écoute les témoignages de l'accusation tellement contradictoires et si vagues, faisant preuve d'une flagrante intoxication de la part de la police et des médias, lorsque l'on sait dans quelles conditions se sont passées les séances de présentation aux té-

moins, on se dit que la procédure qui fit de Goldman un accusé coupable de meurtres fut une véritable mascarade. Ce n'est pas la mauvaise foi des policiers qui est en cause, mais le fait que dès le début de l'affaire les policiers furent persuadés de la culpabilité de Goldman et entreprirent de faire prouver sa culpabilité.

Les jurés de la Cour d'assises de Paris furent bernés, ceux d'Amiens seront peut-être plus clairvoyants.

De notre envoyé spécial
à Amiens,
Philippe HENRI ■

Roland Agret :

Roland Agret continue sa grève de la faim. Le ministre Lecanuet s'est déchargé de toute responsabilité sur le pouvoir judiciaire. Le PSU ne peut donc que soutenir toutes les actions qui ont pour objectif la libération immédiate de Roland Agret et la révision de son procès. En effet, dans cette affaire, Lecanuet en le déclarant « cas douteux » fait tout pour ne pas le libérer. Il créerait un précédent. Or, des centaines de condamnés se battent au fond de leurs prisons pour que les sentences soient révisées. Mais le pouvoir n'entend pas que la procédure lourde et secrète de la justice, le caractère sacré de la chose jugée, soit remis en cause. Faire traîner la procédure de révision répond donc pour Lecanuet à un objectif précis : accréditer dans l'opinion l'idée qu'il n'y a pas de faits nouveaux. Comme l'a dit Claude Manceron lors de la conférence de presse du comité Roland

Agret du 4 mai : « Nous assistons à un des crimes judiciaires de notre temps ».

On a mis l'accent dans cette affaire sur le problème des SAC, des bandes parallèles, mais c'est aussi tout le fonctionnement de la justice qu'elle révèle. Jean Lecanuet est le représentant exemplaire de cette hypocrisie, au nom du pouvoir. C'est lui qui laisse au ministre-flic Poniatowski le soin de procéder aux mutations arbitraires du haut personnel de la justice, dont il veut s'assurer la fidélité politique, de faire transférer les réfugiés politiques basques en résidence forcée à l'île d'Yeu, de faire expulser les travailleurs immigrés qui font la grève dans les foyers Sonacotra, en dehors de toutes les lois et les pratiques des juridictions françaises.

Roland Agret se meurt. Il se bat contre tout le système judiciaire. Ne pas le laisser seul !

les espoirs de 1976

Quarante ans ont passé, les paysans sont dans une situation bien plus critique qu'en 1936. Une grande partie d'entre eux prend conscience que leur sort est lié à celui de la classe ouvrière, que l'élimination des petits et moyens producteurs est la cause d'un surcroît de chômage et d'exode pour les jeunes générations. La terre, outil de travail, livrée aux spéculateurs fonciers, à l'armée, aux centrales nucléaires, est devenue source de profit pour quelques-uns et non plus source de production alimentaire pour l'immense majorité des travailleurs.

De plus, « le modernisme » préconisé à outrance depuis vingt ans à l'agriculteur français, a non seulement permis à un type nouveau de paysan moderniste d'éliminer dix autres cultivateurs dans son village pour souscrire aux normes de productivité-rentabilité ; mais bon nombre d'entre eux s'aperçoivent maintenant qu'ils sont devenus des exploités en amont et en aval par les firmes agro-alimentaires, le crédit. Le système capitaliste les oblige à devenir « le chef d'exploitation » qui n'est plus maître ni de sa production, ni de la vente de son produit : il ne peut réussir qu'en exigeant de lui-même, de sa famille et de ses salariés, un sur-travail aberrant. Il est contraint à s'endetter pour s'équiper en matériel et en terre, à consommer sans contrôle possible les produits chimiques et le matériel aux prix sans cesse croissants que les trusts industriels (machines, engrais, nourriture pour bétail) lui livrent. Face à cela, il doit produire, aux prix les plus bas, et selon les besoins que l'Etat lui impose...

C'est dans ce cadre actuel que les manifestations du 29 avril, à Montpellier où 100 000 viticulteurs ont le soutien actif des syndicats ouvriers, vont poser à toute la gauche le problème : quelle agriculture voulons-nous pour demain ? L'immense espoir qui réunit maintenant la majorité des travailleurs des villes et des champs, ne peut pas être déçu.

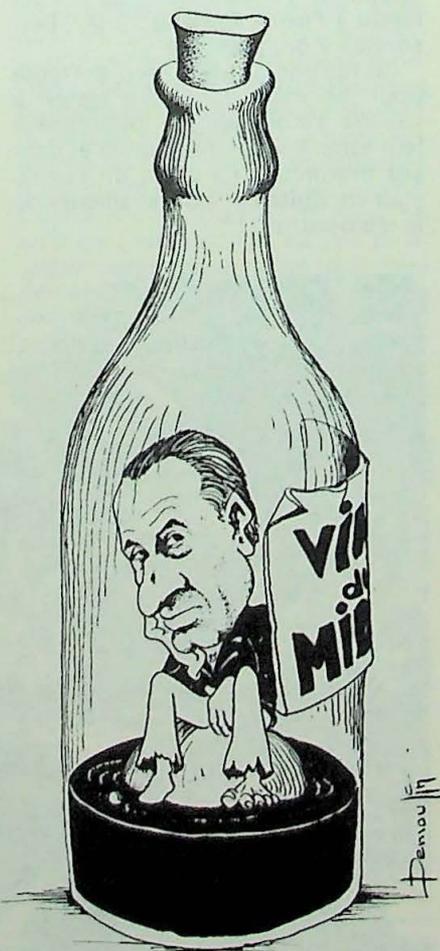
Les paysans du Vaucluse, producteurs de fruits et légumes pour la conserverie, ont eux aussi avec les ouvriers, les employés, manifesté pour affirmer leur volonté de défendre le droit de vivre et de travailler au pays.

Cette lutte unitaire peut devenir demain, du Midi à la Bretagne, en passant par le Doubs et le Jura, un puissant levier pour faire basculer le verrou bloquant l'accès vers une société socialiste. Pour cela, il faut non seulement dénoncer les solutions ridicules du gouvernement réactionnaire, mais aussi aller plus loin que celles contenues dans les projets des partis de la gauche unie. Ceux-ci ne remettent pas fondamentalement en cause la gestion capitaliste de l'Etat. Quelques réformes sur le foncier, le contrôle de la finance,

des trusts, ne peuvent pas apporter de solutions durables afin d'assurer la vie et le développement de régions entières vouées aujourd'hui à la désertification.

C'est en s'appuyant sur les revendications communes de ces travailleurs, sur les besoins des consommateurs, que nous élaborerons tous ensemble un programme transitoire, une réforme agraire planifiée, à partir des régions. Ceci est la condition pour faire triompher l'unité populaire, instaurer le pouvoir populaire à partir des communes, assurer la viabilité d'un gouvernement de gauche face à une éventuelle offensive de la bourgeoisie, ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs.

Maguy GUILLIEN ■



C. Bonnet, ministre de l'Agriculture

le Languedoc-Roussillon en colère

Après le 5 février, la journée régionale morte organisée à l'appel du CRAV, de la CGT, CFDT, FEN, CID-UNATI, Union des artisans a été un nouveau point fort dans la mobilisation du Midi.

Plus de 100 000 travailleurs, viticulteurs et jeunes dans les rues de Montpellier l'après-midi ; une présence ouvrière beaucoup plus massive et déterminée que le 5 février (de nombreuses sections et structures syndicales étaient venues en tant que telles sous leurs banderoles, exprimer leurs revendications) ; un cortège étudiant et lycéen important et combatif ; un cri unanime et plusieurs fois répété : « Libérez Teysse ! » (viticulteur encore détenu comme otage sous prétexte qu'il était présent à Montredon).

Dans la matinée, de nombreux stands d'organisations syndicales, comités de masse (chômeurs, groupes femmes, comité Larzac, GIS, Mouvement écologique, groupes occitans) ont été un premier pas pour donner un contenu à la fois plus diversifié et plus concret à l'unité d'action qui s'est fait jour.

Cependant, il ne suffit pas de promouvoir de gigantesques mobilisations de masse. Encore faut-il leur donner des objectifs concrets qui permettent qu'elles ne soient pas sans lendemain, que la dynamique enclenchée le 5 février s'amplifie. Pour cela des rencontres, des explications mutuelles sur les revendications, les formes de lutte sont nécessaires entre sections syndicales et viticulteurs en lutte. Des initiatives telles les journées ou tournées de popularisation, les ventes directes de vin, le forum régional prévu à Carcassonne en juillet, si elles sont assumées conjointement et réellement, non seulement par le mouvement viticole mais aussi par les organisations syndicales et autres (APF, comités de quartiers...), peuvent contribuer à donner un contenu de classe plus offensif à cette aspiration unitaire et massive qui existe en Occitanie. Les organisations syndicales peuvent et doivent s'en donner les moyens, mais le mouvement viticole doit aussi s'interroger.

Le mouvement a été durement touché par la répression : l'opération policière de Montredon, suivie

de l'emprisonnement d'A. Teysse, montre clairement la volonté du pouvoir de casser ce mouvement, dans son noyau le plus avancé, celui qui remettait clairement en cause le rôle du négoce et de l'Etat capitaliste dans la crise viticole. En même temps qu'il manifeste sa volonté répressive, le gouvernement cherche à nouer de douteux compromis avec les syndicats viticoles. Le moins qu'on puisse dire est que certains apparaissent plus pressés de céder aux injonctions de Chirac que de se battre réellement pour les intérêts des petits et moyens viticulteurs. Pas plus à Bruxelles qu'à Paris, de véritables solutions n'ont été apportées aux problèmes de la majorité des viticulteurs paupérisés, que ce soit sur le prix du vin, la garantie réelle et généralisée des contrats de stockage, la garantie du revenu, la création d'un office ayant un réel pouvoir d'intervention sur le revenu des viticulteurs, les importations, et qui soit contrôlé par eux. La survie de la viticulture ne passe pas par la restructuration du vignoble et la sélection des producteurs qu'elle implique, mais par l'assurance d'un revenu qui garantisse aux viticulteurs la rémunération de leur travail, donc par une politique de prix différenciés pour des *quantums* de production afin de briser les privilèges des gros exploitants capitalistes, par un contrôle collectif de l'utilisation des sols et la lutte résolue contre les négociants qui manipulent à leur profit prix et produits.

Par-delà les avatars, les difficultés à passer d'une « union sacrée » à une unité populaire clairement anticapitaliste il apparaît clair, cependant, que ce qui a émergé le 5 février et le 29 avril est irréversible. C'est la gravité même de la crise qui touche le Languedoc-Roussillon qui manifeste la nécessité d'une solution politique globale, contre les intérêts capitalistes dominants, imposant le contrôle collectif des travailleurs sur leurs conditions de vie et de travail et finalement, leur pouvoir. Il faut rêver disait Lénine, contentons-nous de penser qu'il est raisonnable d'être optimiste.

Pierre BRON ■

briser la chaîne

nationaliser... pourquoi ?

Les déclarations de certains patrons remettant en cause les droits des chômeurs et les allocations versées aux travailleurs licenciés pour raisons économiques se multiplient. Ainsi, à *France-Inter*, un patron faisait savoir qu'il ne trouvait pas les deux cents électromécaniciens dont il a besoin et que cela serait dû non pas au manque de formation, mais au fait que les ouvriers préfèrent toucher 90 % de leur salaire à ne rien faire. Ce type de déclaration montre bien l'utilisation que le patronat veut faire des chômeurs : les jeter sur le marché au gré des reconversions et des restructurations ; faire passer la concurrence au niveau de l'emploi ; se servir des travailleurs comme d'une masse corvéable à merci, comme des pions.

des objectifs essentiels

Devant cette situation, les luttes pour l'emploi, contre le chômage total ou partiel ont été de plus en plus nombreuses et violentes. Malgré l'annonce de la reprise, de nombreux travailleurs sont toujours en lutte pour le maintien de l'activité des entreprises d'où on veut les expulser : Griffet, Lip, Réhault, Cip, Caron-Ozanne, la Sicna (à Saint-Malo), Rhône-Poulenc sont les plus connues. Mais il y en a bien d'autres où l'occupation continue, sans solution pour l'instant. La garantie de l'emploi sur place, la volonté des ouvriers de vivre dans leur pays, le refus des mutations arbitraires sont les objectifs essentiels dans ces luttes. Mais quelles sont les solutions ?

Elles peuvent être de trois types : la recherche d'un nouveau patron (les Tanneries d'Annonay et Tepaz), la constitution d'une coopérative ouvrière (Manuest), et enfin la proposition de nationalisation sous contrôle ouvrier.

Cette dernière est la plus significative politiquement. Ainsi, c'est vers la constitution d'une Régie nationale que pourraient s'orienter les travailleurs de Lip. Tout d'abord, parce qu'une nouvelle solution dans le cadre de l'industrie privée serait un retour en arrière par rapport à 1973 et

ne se ferait pas sans licenciements massifs. Ensuite, parce que c'est toute l'industrie horlogère qui doit être réorientée. Le rachat de Lip par un trust quelconque ne ferait que reculer les échéances de l'avenir d'une région.

pas de subvention pour licencier

Mais si nationalisation il devait y avoir, encore faudrait-il que les travailleurs puissent la contrôler et imposer le rapport de forces nécessaire. Un certain nombre d'expériences de renflouement ont montré que les fonds publics versés pour de prétendues créations d'emplois l'ont été pour des restructurations et une modernisation visant non pas à garantir l'emploi ou un secteur productif, mais à le liquider. Ainsi, plus d'un tiers des crédits prévus pour la relance de Lip n'ont jamais été versés. L'exemple de Réhault à Fougères est tout aussi frappant : dans une entreprise de plus de six cents travailleurs où les finances semblaient équilibrées, le patron a déposé son bilan. Les pouvoirs publics proposent aux travailleurs la création de deux cent dix emplois avec des subventions gouvernementales. Cela équivaut à la liquidation de quatre cents emplois. Ainsi, par un tour de passe-passe, les patrons de Réhault toucheraient des subventions pour licencier. Les travailleurs de Fougères le refusent. L'avenir de l'industrie de la chaussure et de toute une région ne passe pas par des solutions bidons. Ce sont aussi ces « solutions » que refusent les travailleurs de Lip.

à l'ordre du jour

La nationalisation sous contrôle ouvrier est donc à l'ordre du jour pour Lip et l'horlogerie française. Lip est la seule manufacture capable de faire de la recherche, de construire une montre de A à Z. Elle est aussi la seule où l'avenir de la reconversion

des petites entreprises de l'horlogerie puisse se jouer. La micromécanique n'est pas une vue de l'esprit. Encore faudrait-il que le thème de la nationalisation n'apparaisse pas comme le financement d'un « canard boiteux ». Toute la propagande du pouvoir et du patronat n'a visé qu'à ça. L'appui apporté par certains responsables du PS à cette idée prouve *contrario* leurs conceptions de la nationalisation : favoriser ce qui est rentable, productif, une restructuration modérée, au lieu d'une restructuration sauvage en quelque sorte.

Or les changements nécessaires pour construire une société supposent d'autres choix. La notion de rentabilité est liée à l'idée de bonne gestion capitaliste. Celle de contrôle ouvrier implique une redéfinition de la production, du travail, de l'emploi, de l'avenir d'une région, du pouvoir des travailleurs sur la société. Lip n'est pas un « canard boiteux » quelconque qu'on transformerait en Régie nationale : elle est la seule firme qui autorise une reconversion valable. C'est pour cela que la nationalisation sous contrôle ouvrier est

non seulement une solution réelle, mais aussi porteuse d'avenir. L'avenir ne s'arrête pas aux portes de Palente, ni à la liste du Programme commun. Les luttes actuelles montrent la volonté de changer non seulement de pouvoir politique, mais aussi la nature du système.

A Réhault comme à Lip, mais aussi à Rhône-Poulenc, un rapport de forces peut être créé pour obtenir une solution de Régie nationale. Le pouvoir, bien sûr, n'en veut pas. Mais, dans l'histoire du mouvement ouvrier, ne s'est-on jamais battu que pour des solutions que le pouvoir de droite accorderait ? Ne s'est-on jamais battu que pour des solutions inscrites dans un programme que réaliserait la gauche ? A l'évidence, non !

C'est pour cela que la nationalisation sous contrôle ouvrier n'est pas qu'un problème de propagande. Elle traduit la volonté des travailleurs de changer le système totalement, d'aller plus loin que les miettes qu'est capable de céder aujourd'hui le patronat.

P. REGNIER et Y. SPARFEL ■

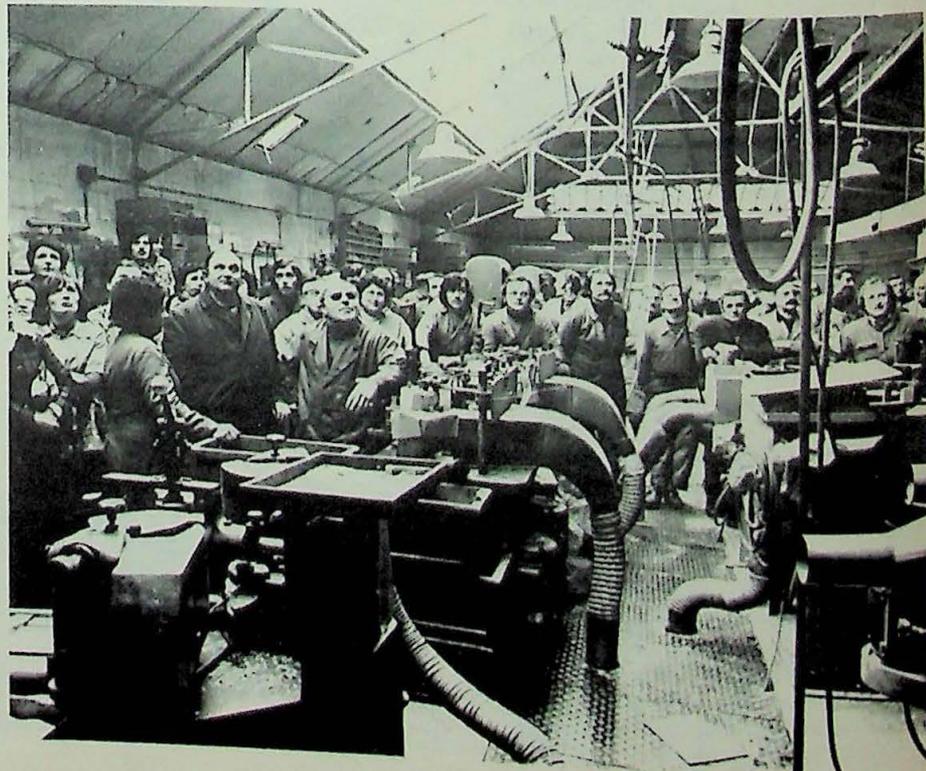
premier mai à Fougères

Une puissante manifestation de 4 000 travailleurs a eu lieu le matin du 1^{er} mai à l'appel de la CGT et de la CFDT. Le point dominant était le problème de la crise de la chaussure.

Des délégations importantes de diverses villes de Bretagne étaient présentes. A Rospenden, Saint-Malo avec la Sicna en lutte, Saint-Brieuc, Lannion, Rennes, souvent à l'initiative des unions locales CFDT, ont apporté leur soutien actif aux travailleurs fougérais. L'après-midi, une opération « portes ouvertes » s'est tenue à l'usine Réhault : 7 000 personnes y ont participé.

Ce fut une journée reconfortante pour les « Réo » qui ont réussi à vaincre l'isolement, à populariser leur lutte. Il y eut des chants et danses bretonnes. La visite de l'usine était conduite par les travailleurs de la chaussure.

Des expositions sur les luttes ouvrières en Bretagne : Redon (matériel agricole), Sicna (chantier naval), les comités de chômeurs de Rennes et sur la Commune de Paris ont permis de débattre de la solidarité et de la popularisation des luttes. Au nom des travailleurs de Réhault, Eugène Simon appela à la lutte commune contre la désertification de toute une région et expliqua les formes de lutte adoptées par les travailleurs. Dès maintenant, il va y avoir une reprise de la production dans l'usine occupée (sacs en cuir). Dans une deuxième étape, ils reprendront la fabrication de la chaussure. Les premières ventes permettront de développer la solidarité et d'unifier un mouvement de soutien aux luttes contre les fermetures d'entreprises dans la région. ■



Lyon : l'hôpital ou l'hôtel ?

A Lyon, l'ouverture d'un hôtel privé dans l'enceinte de l'hôpital neuro-cardiologique illustre parfaitement la politique gouvernementale en matière de santé. Au moment où les travailleurs hospitaliers luttent face à la dégradation de la santé publique : manque de personnel, suppression de lits, salaires dérisoires, mauvaises conditions de travail, etc., l'administration répond par la privatisation d'un certain nombre de services des hôpitaux.

A long terme, l'hôpital public deviendrait donc uniquement « un centre de diagnostic et de soins pour malades aigus et infectieux ». Les prix en vigueur dans cet hôtel se situent entre 50 et 80 F pour les chambres, les repas de 25 F en brasserie à 50 F (prix moyen) en restaurant.

les lois de la concurrence...

La presse bourgeoise pour favoriser l'extension du profit des grands capitalistes (trusts pharmaceutiques, sociétés privées, patrons de clinique), n'hésite pas à présenter l'hébergement des malades nécessitant un traitement non intensif mais régulier comme une économie considérable pour la Sécurité sociale au niveau des remboursements des prestations, à condition bien évidemment qu'elle agrée ce type d'établissements.

Les textes n'en permettent pas l'agrément à l'heure actuelle. Les sociétés privées, dans le cas d'une non-reconnaissance par la Sécurité sociale, ont quand même préféré lancer cette opération à proximité d'un ensemble (neuro-cardiologie) hautement technicisé et spécialisé dont les prix de journées varient de 300 F à 1 600 F.

Face à cette offensive de la bourgeoisie contre l'hôpital public, la seule action entreprise à l'heure actuelle est à l'initiative de la CFDT qui, dans une lettre adressée à l'administration, dénonce la publicité faite de l'hôtel au sein des hôpitaux publics. Seule, une mobilisation massive des travailleurs sur des formes de lutte appropriées permettra d'imposer un contrôle sur la santé et l'ensemble des services publics.

les gérances

Cette politique de démantèlement en cours depuis plusieurs années que l'on dénonce à travers la prise en charge, dans certains hôpitaux, des services économiques par des entreprises privées (gérance des self-services de neuro-cardiologie par J. Borel), se concrétise à travers l'apparition de cet hôtel.

Cet hôtel, financé moitié par Novotel-Lattéin, moitié par Meyrieux, est présenté comme le premier maillon d'une chaîne destinée à prendre le relais partiel de l'hôpital public. Aidé en cela par l'administration des hospices civils de Lyon quant à la location du terrain, à la publicité faite dans les services médicaux des hôpitaux publics.

Cet hôtel est destiné non seulement à l'accueil des familles mais aussi à la prise en charge des malades ne nécessitant pas de soins importants. En effet, tout ce qui est intervention longue, intense, nécessitant un matériel important et donc difficile à amortir, est réalisé à l'hôpital public. Le secteur privé ne prenant en charge que les soins mineurs et l'hébergement.

la beauté du métier de sage-femme...

A la rentrée de Pâques, les élèves sages-femmes de Saint-Antoine à Paris se mettaient en grève contre leurs conditions de travail et de formation : cinquante heures par semaine avec des gardes de nuit et aucune rémunération. Après trois semaines de lutte, elles ont repris le travail : la lutte continue sous d'autres formes, en particulier par la politique du fait accompli, le contrôle des acquis et du fonctionnement de l'école. Les idées de Lip font aussi leur chemin chez les élèves. Nous avons posé quelques questions aux élèves en grève.

TS : Comment la grève a-t-elle démarré ?

Réponse : Sur des revendications concrètes (horaires, etc.), deux jours après la rentrée. Mais le feu couvait sous les cendres depuis plusieurs mois. Nous supportons de moins en moins l'ambiance répressive et l'infantilisation. Par exemple, la présence à l'école est obligatoire de 14 à 17 h; alors, quand nous n'avons qu'une heure de cours, il faut faire deux heures de « garderie ». Chaque matin, à 8 heures, il faut nous regrouper à l'amphi pour que la mono fasse l'appel des présentes et des absentes, ensuite nous nous dispersons dans les services.

De plus, nous nous sommes rendus compte que, derrière les discours mielleux sur les « beautés » du métier de sage-femme, se cachait notre utilisation comme bouche-trous gratuits dans les services. Alors, quand l'histoire des gardes à répétition est arrivée, nous en avons eu assez !

TS : A l'école, comment cela se passe-t-il ?

Réponse : A l'école, il ne faut surtout pas se poser de questions ; on accepte, ou on s'en va ! En stage, nous servons pour combler le manque d'effectifs, et de fait nous sommes amenées à prendre des responsabilités dans le travail ; mais pas question de penser, de critiquer, de faire preuve d'initiative. La hiérarchie médicale et hospitalière donne les ordres et nous devons les exécuter bêtement.

La grève a été une explosion, une libération dans un monde de dressage ; l'école n'est pas seulement un lieu de formation professionnelle, c'est aussi un moule d'où doivent sortir des sages-femmes sur mesure. Taillables et corvéables à volonté, et en silence !

TS : Une fois diplômée, comment cela se passe-t-il ?

Réponse : Une sage-femme débute à 2 000 francs par mois environ (c'est peu mais c'est comme un « petit paradis » après trois ans d'études sans un sou). A l'AP, une diplômée doit accepter de travailler dans

n'importe quelles conditions (gardes de 24 h doublées, pénurie de personnel...). En clinique, elle peut être utilisée selon le bon vouloir du médecin, comme infirmière, comme puéricultrice, comme secrétaire et, de temps en temps, elle fera un accouchement. Mais, non content de nous exploiter et de nous utiliser comme « bonnes à tout faire », on flatte à longueur de temps notre « statut médical » et on cultive le mépris pour les « paramédicaux ».

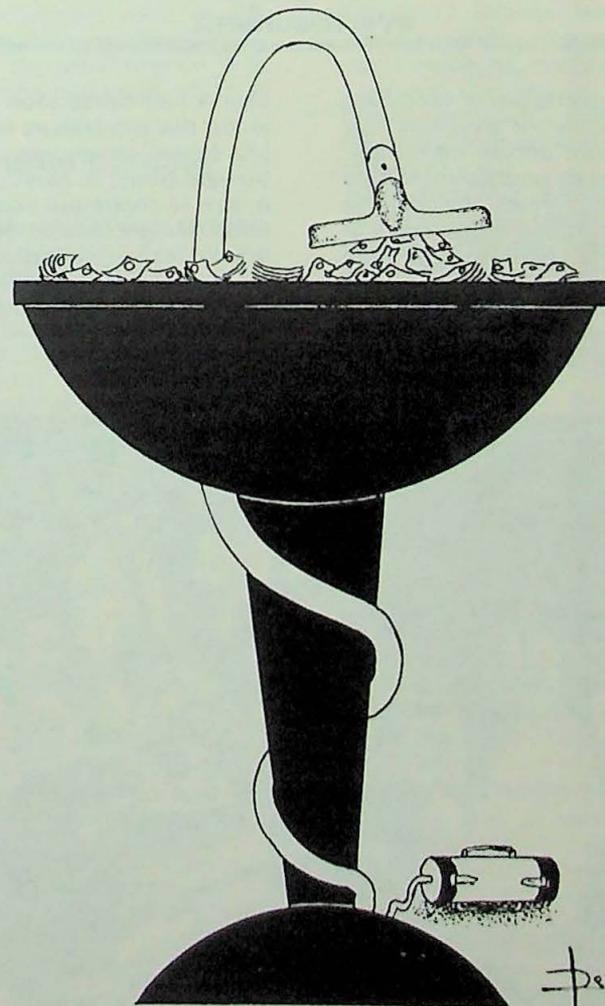
TS : Quelles relations avez-vous avec les femmes qui accouchent ?

Réponse : On nous enseigne qu'une femme qui accouche doit être docile, soumise, qu'elle ne doit pas crier quand elle a mal, etc. Les femmes sont culpabilisées si l'accouchement s'est mal passé. Alors que l'accouchement est un moment important dans la vie d'une femme, l'aide purement technique que nous donnons se transforme en pouvoir ; la femme devient une « malade » qui ne doit pas être revendicative, qui n'existe plus en tant que femme. L'accouchement sans douleur tel qu'il est pratiqué n'est qu'une technique respiratoire, alors que cela devrait être aussi (et surtout) la contraception, l'avortement libres et acceptés, la grossesse volontaire, la connaissance de son corps et de sa sexualité...

TS : Quel a été le résultat de votre grève ?

Réponse : Parmi les revendications que nous posons, nous avons eu satisfaction sur celles qui dépendaient directement de la directrice de l'école. Les horaires seront aménagés pour nos camarades enceintes, les 48 heures de repos hebdomadaires seront respectées, le nombre des gardes va être diminué... Les autres problèmes (rémunération, statut...) dépendent du ministère de la Santé ; il faudra plus d'une seule école en grève pour le faire céder ! Mais notre mouvement mené démocratiquement (AG quotidiennes) nous a soudé entre nous.

Propos recueillis par
« La Santé aux travailleurs » ■



on ne peut pas tout dire

les médecins contre l'Ordre

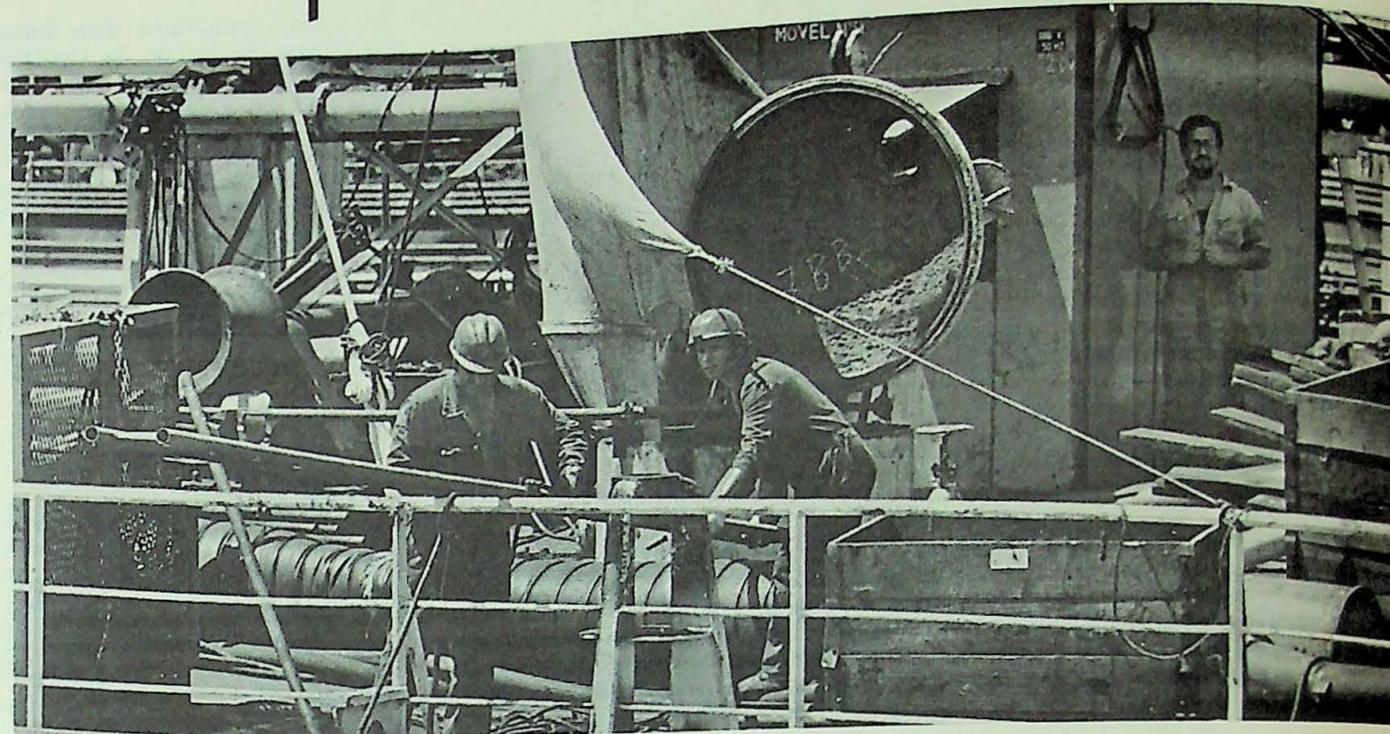
Le Mouvement action santé, qui regroupe des médecins signataires contre l'Ordre, a été à l'initiative du cortège de médecins, le 1^{er} mai. Il voulait montrer ainsi son refus de la médecine de profit en défilant aux côtés des travailleurs. Le MAS organise un débat public le vendredi 7 mai à l'AGECA (177, rue de Charonne) à partir de 19 heures : « Quatre heures sur la santé, par les médecins en lutte contre l'Ordre ».

GARD : mineurs et paysans, nous sommes

Les Houillères veulent mettre un terme à l'exploitation... du charbon des mines de La Grand-Combe (près d'Alès). Les familles refusent cette liquidation après celles de Carmaux et Decazeville. Elles se sont organisées en comité de défense du bassin houiller. Fait notable : les viticulteurs regroupés dans le comité d'action viticole du Gard ont lancé des appels pour sauver La Grand-Combe et appuient les mineurs.

SAINTE-ANNE : une grève avertissement

Après 21 jours de grève, les élèves infirmiers du centre psychiatrique Sainte-Anne ont décidé de reprendre le travail et de poursuivre la lutte sous d'autres formes. La bataille pour la réintégration d'une élève licenciée avait fait exploser une série de revendications latentes sur la formation. Une coordination permanente des écoles de la région parisienne va se constituer pour arra-



MARINS : 117 bateaux de retard

Depuis le 15 avril, à l'appel des syndicats de marins, 117 navires du large ont effectué des retards à l'appareillage de 24 heures, largement suivis par les marins portuaires. Malgré ce mouvement suivi à 90 %, le comité central des armateurs de France et les autres patrons continuent à refuser l'ouverture de négociations pour l'augmentation des salaires. L'organisation de retards de 72 heures à l'appareillage est envisagée pour faire plier le patronat.



6 MAI : contre les accidents du travail

La CGT et la CFDT ont décidé de faire du 6 mai, dans toutes les entreprises, une journée d'action contre la manière dont les patrons organisent le risque, le danger, la mort au travail. Au cours de cette journée sur la sécurité, les causes réelles des accidents : productivité, augmentation des charges de travail, insuffisance d'effectifs seront dénoncées.

C'est aussi le thème d'un livre qui vient de paraître aux éditions du Cerf : *Autogestion et conditions de travail* de Daniel Mothe. Il coûte 15 F et est en vente à la librairie Syros. Dans une perspective autogestionnaire, comment changer les conditions de travail, tel est le thème de ce livre. A lire donc.

THUIR : au CHS, grève reconduite

Malgré les menaces de sanctions pénales ou administratives contre les militants de l'hôpital, la grève est reconduite chaque jour en AG. Aucune négociation avant que ces plaintes ne soient levées ! Le 1^{er} mai a été transformé en journée de soutien aux travailleurs de Thuir. Le président du conseil d'administration, Gregory, sénateur (ex-socialiste) de Perpignan, compte étouffer la lutte par l'étranglement financier. A l'initiative du PSU un gala populaire de soutien aura lieu le 7 mai.

retraités-employés, même combat

Le personnel des caisses de retraite complémentaire a manifesté le 29 avril devant l'AGIRC pour soutenir les caisses actuellement en grève, pour l'ouverture de négociations. Il exige la révision de la convention collective nationale, pour des augmentations de salaires (200 F pour tous) pour une réduction des horaires avec maintien du salaire, pour de meilleures conditions de travail.

cher à l'administration un véritable statut des travailleurs en formation. Les élèves ne veulent plus être des bouche-trous, ni servir uniquement à être la matraque sociale du système. Malgré le refus de la direction devant les revendications essentielles de cette grève, une conscience très forte contre le système auxiliaire se développe.





**revue
de critique
communiste**

Les photomontages
sont de Mieczyslaw (DR)

10, impasse Guéméné,
75 004 Paris
Abonnement 10 numéros :
60 F.

Antoine Arthous, Daniel Bensaid
« Que faire ? » (1903) et la création de la Ligue
Communiste (1969)

Henri Weber
Stalinisme et métaphysique

Pierre Roussel
Stalinisme, centrisme et « communismes nationaux »

Denise Avenas, Jean Nicolas
La perversion, l'amour et la révolution

Denis Berger
Cours militant, le surréalisme est derrière toi !

Alain Joux
La crise de l'armée française et les révolutionnaires

Hector Leans
Ennuis de scaphandre ou Badiou et la contradiction

DANS LES LIBRAIRIES • PROGRESSISTES • ET A LA LIBRAIRIE ROUGE

pourtant elle tourne

Portugal : recul n'est pas reflux

« Stabilité de l'électorat » s'est étonnée la presse bourgeoise qui pronostiquait une « forte poussée à droite ». En effet, PS et PC ensemble rassemblent 50 % des électeurs ; l'extrême gauche près de 5 % et si la droite progresse (de 34 % à près de 40 %) c'est au profit du CDS (extrême droite) et non du PPD (droite « libérale »).

Preuve est faite que le recul de la révolution ne s'est pas transformé en reflux ; que la polarisation de classe reste dominante ; qu'à cette « stabilité » de l'électorat correspond toujours une instabilité profonde de la situation politique et sociale ; en un mot que la révolution portugaise, vite enterrée par certains, refera parler d'elle.

On pouvait en effet s'attendre au pire : la classe ouvrière divisée, l'alliance avec la paysannerie quasiment brisée, la gauche militaire battue pour l'essentiel, la gauche révolutionnaire morcelée et démoralisée, les conquêtes menacées...

Et pourtant les résultats électoraux sont là pour nous ramener, au-delà des visions impressionnistes (celles-là même qui justifiaient le triomphalisme d'avant le 25 novembre et le défaitisme après) à la réalité des forces sociales en mouvement. C'est ici qu'une analyse plus précise des résultats est indispensable.

épuration au PS

Le PS perd près de 3 % (il passe de 37,87 à 35,01 %). Dans leur majorité ces voix passent au PPD et même au CDS, même si une partie, en particulier dans la ceinture ouvrière de Lisbonne, s'est reportée sur le PC. La politique « attrape-tout » de Mario Soares, n'a pas payé. L'équilibre instable de ce parti — ouvrier de par son programme, sa filiation, une partie de sa base, pro-bourgeois de par la politique de sa direction — est entré en crise.

Soarès l'a dit lui-même : préserver l'unité compromise de son parti capte l'essentiel de son énergie. Or les résultats accentuent les différenciations. La bataille solitaire du PS, qui se promettait de gouverner seul ou de se mettre dans l'opposition, avait permis provisoirement à Soares, de juguler le jeu centrifuge des tendances. Mais il fallait pour cela que le PS obtienne au moins 40 % des suffrages. Avec 35 % cette politique, pour ne pas être impossible, devient néanmoins plus difficile. Un gouvernement socialiste minoritaire, même avec quelques « indépendants » du GIS (Groupe d'intervention socialiste formé par plusieurs ex-cadres du MES autour de Cesar Olivera) et appuyé par le « groupe des Neuf », aura besoin d'un soutien parlementaire. Avec ses 106 députés sur 259, le PS risque en permanence d'être « censuré » par un Parlement hostile. Le choix de

l'allié — le PC avec ses 40 députés ou le PPD avec ses 71 — est donc une question cruciale apte à accentuer les divisions internes.

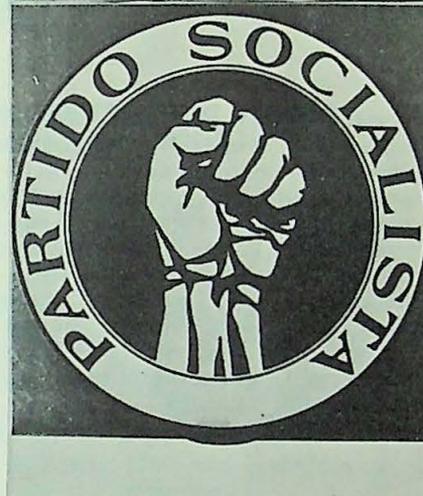
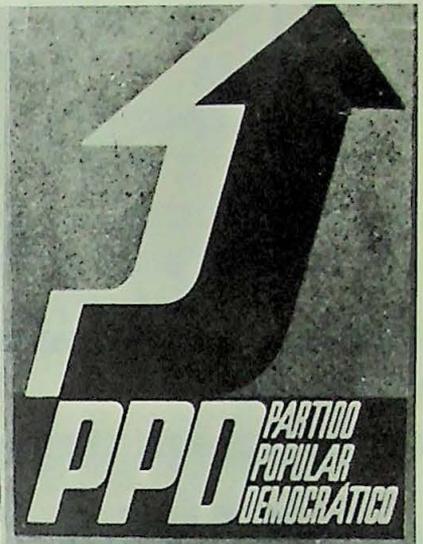
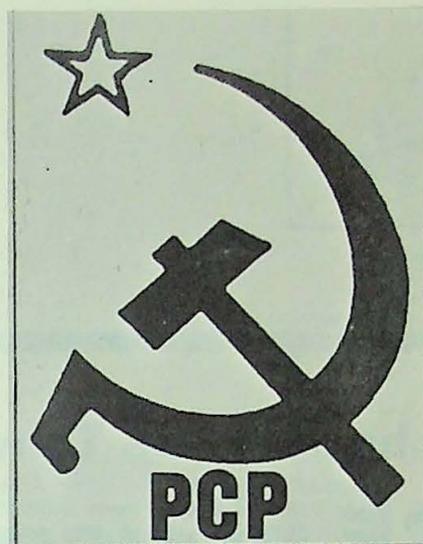
D'autant que dans les régions où le courant de gauche domine, le PS enregistre des progrès parfois notables et qu'à l'inverse, c'est dans les fiefs de la droite du parti qu'il perd le plus de voix.

le PCP reste isolé

Revenant sur sa politique sectaire, le PCP a fait campagne pour « une majorité de gauche ». Cette orientation lui a profité. Il gagne 10 députés et renforce ses positions dans les centres industriels et dans l'Alentejo. Pour autant, son influence ne s'étend pas au-delà de ses bastions traditionnels. Sans crier « victoire », le PCP peut néanmoins considérer ses résultats comme une base solide pour sa « réinsertion » recherchée dans le jeu politique traditionnel. Sa politique, aujourd'hui unitaire vis-à-vis du PS, ne se différencie qu'en surface de son orientation hier sectaire. Dans les deux cas c'est l'opportunisme d'une direction formée à l'école stalinienne qui domine. En fait le PCP en revient à l'orientation « étapiste » qu'il prônait avant le 11 mars 1975. Son « réalisme » d'alors se retrouve dans son « réalisme » d'aujourd'hui. C'est d'une même logique « intuitionnelle » qu'il s'agit.

L'intermédiaire, que beaucoup ont vite qualifié de « révolutionnaire », n'a consisté en réalité qu'en une (folle) tentative de profiter d'une opportunité (la prééminence dans l'armée d'un courant militaire convergent avec ses conceptions capitalistes d'Etat) pour gagner des positions dans l'appareil d'Etat en manipulant la combativité de nombreux secteurs de base. On est loin, dans tous les cas, d'une véritable politique révolutionnaire, basée sur l'organisation démocratique et unitaire du mouvement des masses et de ses organisations.

Le PCP reste isolé et le formalisme de sa politique « unitaire » d'aujourd'hui ne rompra pas son isolement. D'autant qu'au lieu de favori-



ser l'expérience que les masses socialistes devront faire d'un gouvernement Soares, en annonçant qu'il est prêt à soutenir, sans y participer, un tel gouvernement dans toutes ses mesures anticapitalistes et de le défendre contre la bourgeoisie, par les moyens de la mobilisation extra-parlementaire ; il préconise un gouvernement commun avec le PS, mais sur une base purement parlementaire et de collaboration à la « reconstruction nationale ».

l'extrême gauche

Les résultats de l'extrême gauche, pris globalement, sont démonstratifs d'un double phénomène.

Tout d'abord de la permanence, malgré les avatars d'une orientation ultra gauche, d'un courant révolutionnaire parmi les travailleurs les plus combattifs et la jeunesse. Ce courant, dont une partie a voté « utile » en votant pour le PCP, a porté essentiellement ses voix sur l'UDP qui profite ainsi d'avoir été la seule organisation à avoir fait publiquement une autocritique (aux accents droitiers par ailleurs) et à avoir su s'orienter vers un travail de masse.

Le MES et le FSP payent durement leurs erreurs (le MES en perdant la moitié de ses voix, le FSP plus du tiers) et surtout leur persistance à les justifier. La LCI de son côté double ses voix mais passer de 0,19 % à 0,30 % n'a qu'une signification bien limitée.

perspectives

En ne dégagant aucune majorité significative, les élections mettent

de nouveau les militaires en situation d'arbitrage par le haut. Mais il n'y a plus de MFA, et les apprentis bonaparte, s'ils se bousculent au portillon, n'auront plus pour eux la mystique nécessaire. Reste donc les couloirs, les manœuvres, les pièges et les ruses. Avec au bout le « risque » de division d'une armée dont l'équilibre interne laborieusement obtenu — et à quel prix ! — peut être remis en cause, malgré le fait que le « groupe des Neuf » depuis longtemps favorable à une alliance PC-PS se trouve renforcé par les résultats électoraux.

En cherchant à faire échouer la candidature du général Eanes (qui semble s'être allié avec les « Neuf » et aurait le soutien du PS et même du PC) aux présidentielles, le PPD joue la politique du pire et cherche à avancer celle de Pires Veloso (le commandant de la région Nord).

Qu'il y ait un, ou plusieurs candidats militaires, il n'en restera pas moins que l'appel à une candidature « au-dessus des partis » et des classes n'aide en rien à la nécessaire construction (reconstruction ?) de l'unité des forces sociales révolutionnaires et en particulier de l'unité des travailleurs et de leurs organisations sur une base de classe.

C'est à cette tâche que devraient s'atteler les révolutionnaires, plutôt que d'annoncer, comme le fait déjà le MES, une candidature d'Otelo de Carvalho.

Cette éventualité ne serait qu'un moindre mal, si après une vigoureuse campagne politique, l'unité sur un programme anticapitaliste du PS et du PC n'est pas obtenue pour les présidentielles qui, faut-il le rappeler, n'ont qu'un tour.

Maurice NAJMAN ■

les aveux des officiers parachutistes de Tancos la clé du 25 novembre

comment se programme une contre-révolution

L'énigme du 25 novembre est maintenant résolue. Le prétendu « coup d'Etat manqué de la gauche » est un putsch longuement programmé par la droite militaire.

Cette journée qui a fait basculer entièrement la situation politique au Portugal, qui a cassé les ressorts de la révolution, qui a englouti la gauche révolutionnaire et le MFA tout entier au profit de la droite militaire et en vue d'une restauration de l'armée conservatrice, qui a pratiquement détruit en vingt-quatre heures les bases du pouvoir populaire et des commissions de travailleurs... la voilà maintenant tirée au clair.

une journée charnière

On savait, depuis le témoignage d'Otelo de Carvalho devant le Comité Russell (1), que l'offensive des commandos d'Amadora s'était déclenchée dans l'illégalité : non sur ordre du président de la République, chef d'état-major général, mais en obéissant au plan secret d'un « commandement opérationnel constitué dans l'ombre », qui visait à prendre prétexte du soulèvement des sergents et des soldats parachutistes de Tancos, en vue de détruire le COPCON, « force militaire de défense du MFA » et gardien de la révolution.

Mais il nous manquait la clé centrale : qu'est-ce qui avait déclenché l'opération hasardeuse des petits soldats de Tancos, partant occuper cinq bases aériennes à l'aube du 25 novembre ?

Cette clé, nous l'avons maintenant. Les 123 officiers parachutistes l'ont donnée publiquement et par forfanterie. Ce sont eux, entre le 10 et le 24 novembre qui, après leur départ de l'école de Tancos, ont préparé le coup, en liaison avec les généraux Morais e Silva (chef d'état-major des forces aériennes), Pires Veloso (commandant de la région militaire nord) et le major Jaime Neves (commandos d'Amadora). Dans

l'ombre de leur récit se profile un « plan d'ensemble » dont ils vont être le détonateur, sans en avoir peut-être une vue globale : c'est là que nous trouvons le triumvirat central, Ramalho Eanes, actuel candidat officiel à la présidence de la République depuis le 29 avril 1976, et ses deux assesseurs, Firmino Miguel, ancien bras droit de Spínola, et Aventino Teixeira, membre du comité central du MRPP.

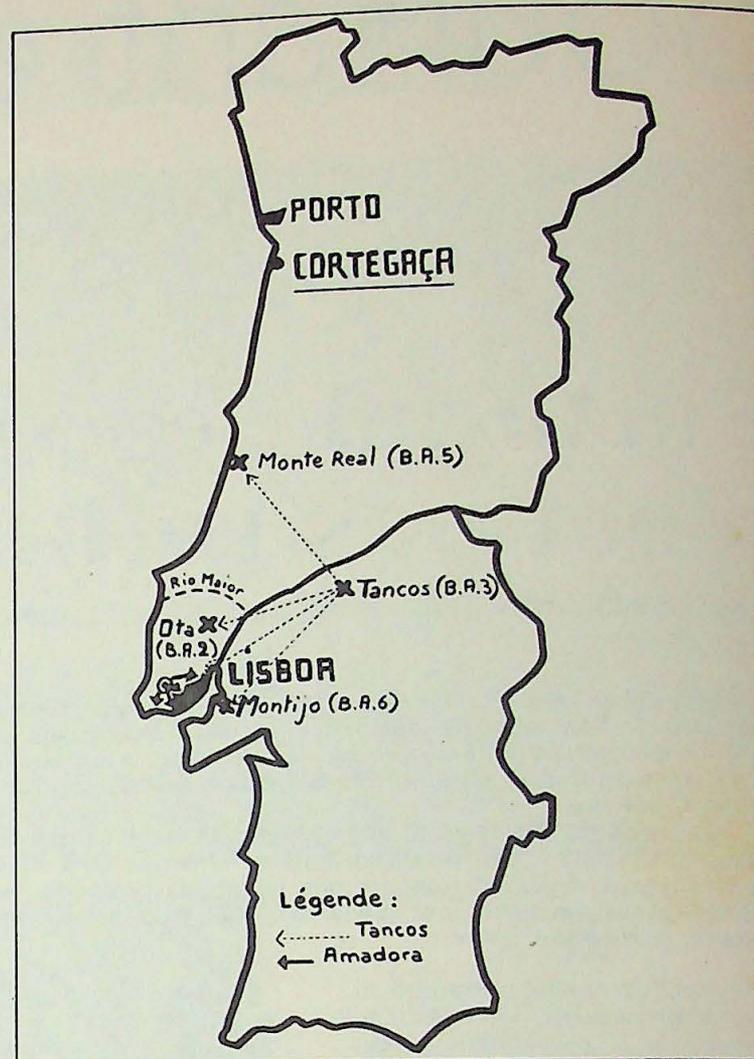
un titre fracassant

Trois semaines avant les élections législatives du 25 avril, les premières depuis la chute du fascisme au Portugal, un hebdomadaire de Lisbonne (2) publiait une page au titre fracassant : *Foi O « Vermelho 8 » quem espoleton O 25 novembro : « Ce fut le « 8 Rouge » qui déclencha le 25 novembre »*. En surtitre : « *Le cas des 123 officiers de Tancos* ».

Titre propre à attirer l'attention. Et pourtant, cette information n'a eu aucun écho dans la presse internationale, moins encore dans la campagne électorale des partis portugais. La presse française continuera à parler du « coup manqué de la gauche », de « l'aventure désastreuse de la gauche militaire », tandis que de prétendus « marxistes-léninistes », transformés en dénonciateurs des révolutionnaires, renchériront sur le journalisme de droite en évoquant la « manœuvre putschiste du social-fascisme », « le coup social-fasciste » (3).

Ainsi l'information a beau informer, elle n'en poursuit pas moins au même moment sa tâche de désinformation continue.

Voici pourtant le bref sommaire qui court de haut en bas à travers cette grande page : « *Rouge 8 est le nom de code qui en novembre cache Cortegaça, avec ses Fiats et ses hommes... Les 123 réussissent à déclencher l'opération « les parachutistes de Tancos ». Les 123 fonctionnent en cellules du Minho à l'Algarve, et actionnent la machine qui se concentre à Cortegaça. Morais e Silva accrédite, Pires Veloso appuie entièrement et Jaime Neves promet des armes. Une machine en mouvement qui trahit les sergents rebelles et tue le gonzalvisme (4). Les 123 : plan cellulaire ou cellule du plan ? »*



Ainsi les 123, qui se jugent maintenant méconnus et oubliés, viennent de confesser leur exploit à l'*Expresso* : ceux d'entre eux qui se sont faits les « interlocuteurs » du journal ont donné toutes les précisions.

la recherche de points d'ancrage

On sait que les officiers parachutistes de Tancos ont refusé de prendre part à la révolution du 25 avril. Qu'en revanche, ils ont pris part au coup d'Etat présidentiel du 28 sep-

tembre et ont entraîné leurs troupes à être le fer de lance du coup spínoliste du 11 mars. Et qu'au soir de ce jour, leurs soldats fondent en larmes.

Après le plasticage de *Radio Renascença* sur ordre du sixième gouvernement, ces mêmes soldats vont refuser d'accepter le fait d'avoir été, encore une fois, le bras exécutif des mesures répressives.

Mais à la « révolte » *a posteriori* des soldats et des sergents — dès le lendemain — répond celle de leurs officiers qui, le 10 novembre, quittent la base-école de Tancos. Du 10 au 23, ce groupe singulier des 123

le 24 novembre dans la base de Tancos occupée.





les commandos d'Amadora à l'entraînement.

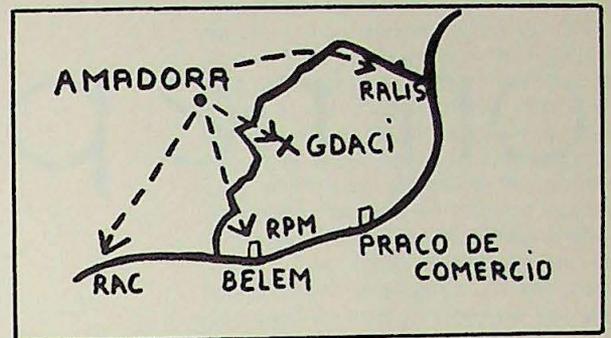
officiers parachutistes va errer dans l'espace politique à la recherche de points d'ancrage.

Ils vont bientôt les trouver. « A ce stade, nous contactons à la fois les commandos d'Amadora, qui nous promettent tout leur appui, et le général de brigade Pires Veloso, qui fut impeccable, ajoute un de nos interlocuteurs. Travaillant par cellules, nous usions en toute occasion d'un langage de code, et nous avions arrangé un point fixe de réunion, au cas où ça broncherait à l'échelle nationale. C'était le « Rouge huit », c'est-à-dire Cortegaça. »

Quelques moyens d'action s'y rassemblent : « Là nous concentrons sept Fiats... Là se trouvaient les munitions et les Fiats, en vue de diverses missions, avec l'appui total de la région militaire du Nord. Egalement, trois ou quatre hélicoptères. Morais e Silva et Pinho Freire ont mis toutes les créances nécessaires à notre disposition. »

On approche de la date fatale. « Le dimanche 23 novembre, il y avait à Cortegaça douze personnes et moi-même, précise l'officier qui me parle (5). Alors, par téléphone, je contacte l'organisation et je la mets

le 26 novembre les blindés prennent position sur l'autoroute du Nord et surveillent le RALIS.



L'OFFENSIVE D'AMADORA

-----> déplacement des commandos

en mouvement. A quatre heures du matin, vingt voitures se rejoignent à Coimbra, avec ceux qui viennent du sud, et à dix heures du même matin, les 123 officiers étaient à Cortegaça. »

de mystérieux coups de téléphone

Dans l'école de Tancos, poursuivent les interlocuteurs, régnait brouillage et confusion, car « il fallait compter avec la détérioration de l'ambiance provoquée par de continus coups de téléphone (telefonemas) de personnes de « connaissance », par exemple Contreiras (6), qui abaissaient toujours davantage leur moral. Seulement ce n'était pas Contreiras... Mais eux, là-dedans, le croyaient ingénument. »

Et voici maintenant se dessiner le schème : « Nous avons prévu qu'à peine auraient-ils commencé à avancer dans l'occupation des bases, ils iraient à leur perte. Et c'est ce qui est arrivé... Mais le schème était entièrement monté pour les attraper dans la ratière (na ratoeira), où ils allaient tomber comme des enfants. »

Les précisions des officiers parachutistes portent justement sur ces appels mystérieux ou « telefonemas », au sujet desquels le Relatorio (7), tout en insistant sur leur fonction de déclencheurs, restait vague — et pour cause ! — quant à leur provenance. Il s'agit bel et bien d'appels téléphoniques provenant de Cortegaça. « L'officier parachutiste qui téléphonait disait qu'il ne pouvait révéler son nom, mais qu'il était des leurs et appelait de Lisbonne. Et il les convainquit de sortir, parce que, disait-il, il n'y avait rien d'autre à faire et que tout travaillait contre les sergents. »

C'est ainsi que les sergents de Tancos « mordirent aux hameçons qui leur furent lancés ».

Les révélations faites par les représentants de l'étrange groupe des 123 — mais ces 123 étaient-ils seuls, et pensaient-ils à tout moment par eux-mêmes, voilà notre ultime question —, ces révélations venues à point nommé ont en outre le mérite de réveiller la mémoire de l'interviewer. « Le reporter qui écrit ces lignes ne peut oublier que, la nuit du 24 novembre, un officier de haut grade lui a dit à la présidence de la République : « Si j'étais vous, je ne me coucherais pas cette nuit ». Je suis venu au journal, et ce fut Rio Maior : déjà il y avait les barricades (8). A Amadora s'installait le poste de commandement central. Mais les officiers parachutistes, à partir de Cortegaça, étaient la cellule du projet dans le plan d'ensemble. »

un plan d'ensemble

Ainsi, le plan d'ensemble reliait en effet les trois points disséminés d'Amadora, de Rio Maior et de Cortegaça. En ramassant les mises, on obtient, dans l'espace :

« plano de conjunto »

- Cortegaça : « cellulo do projecto »
- Rio Maior : « barricados »
- Amadora : « posto do comando central »

Les fils se recoupent à Belem, à l'insu de son principal habitant, Costa Gomes, qui selon le témoignage d'Otelo, « était en dehors de tout cela ».

La campagne législative des partis portugais a pu rassurer l'Europe bourgeoise. La campagne présidentielle aura un visage moins paisible, si l'on vient en arracher le masque : elle ne sera pas autre chose que la projection redoutablement agrandie du complot de la droite militaire, et de ses protagonistes principaux — Eanes, Morais e Silva, Veloso. Avec, en face d'eux, outre un « neutre » paradoxal — Azevedo —, les deux grands survivants de la révolution d'avril : Costa Gomes et Otelo.

Jean-Pierre FAYE ■

(1) Voir *Tribune socialiste* du 7 février 1976.

(2) *Expresso*, 3 avril 1976 (la tendance politique du journal est, en ce moment, de plus en plus proche du PPD).

(3) « MRPP Le Portugal de près. Textes et documents ». Collection Yenan, dirigée par Alain Badiou, pp. 246-257. Ce volume est la perle de la paranoïa idéologique. On sait que la phraséologie émerpépiste englobe dans le « social-fascisme » non seulement le PCP, mais les maoïstes de l'UDP, les trotskistes de la LCI, les castristes du PRP — et le COPCON.

(4) En fait, on l'a vu, la cible est moins le « gonzalvisme », déjà éliminé politiquement avec la formation du sixième gouvernement, que le COPCON, bras armé et non violent de la révolution au Portugal. La carte ci-jointe (p. 12) montre bien que la « riposte » des commandos vise beaucoup moins les soldats de Tancos que les unités du COPCON.

(5) Il s'agit du journaliste de *l'Expresso* qui a obtenu cette interview de l'un des 123 et a rédigé l'article. Il signe Augusto de Carvalho.

(6) Emprisonné après les journées du 25-26 novembre.

(7) Le rapport de la commission d'enquête officielle sur les événements du 25 novembre.

(8) Dressées par les propriétaires agrariens et les réfugiés d'Angola sur les routes et les voies ferrées qui relient Lisbonne aux régions du Centre et du Nord, dans la nuit du 24 au 25 novembre.

on ne peut pas tout dire

ITALIE ciao Moro ! ou Moro, Leone, Rumor... et les autres

Est-ce la fin de trente ans de démocratie chrétienne ? La démission du gouvernement d'Aldo Moro, vendredi dernier, suivie de la dissolution du Parlement, marque peut-être un tournant historique : le dernier gouvernement DC de l'Italie d'après-guerre. La réponse sera connue dans cinquante jours, après une campagne électorale qui va se dérouler dans un climat de violence rarement atteint auparavant. Les meurtres politiques du conseiller provincial (MSI) et d'un militant marxiste-léniniste du PCIML, donnent le ton. Nous reviendrons dans un prochain article (TS n° 701) sur le contexte général de la société italienne en crise, mais dès maintenant la question principale est : comment mobiliser les masses ouvrières qui attendent avec espoir le succès électoral de la gauche afin que cette victoire soit réellement l'amorce du changement de société où le pouvoir revienne aux travailleurs ?

Le PCI qui sera certainement majoritaire et le PSI en courbe ascendante ne devront pas compter sur la docilité de la base ouvrière pour accomplir une gestion démocratique du capitalisme italien qui cumule une crise structurelle et une banqueroute financière.

Le rôle de l'extrême gauche va être capital dans la période qui s'ouvre. Saura-t-elle créer un rapport de forces qui ne laisse pas le PCI libre de tout mouvement, c'est-à-dire de toute alliance l'entraînant à la collaboration de classe avec la DC, y compris sous le prétexte d'un gouvernement d'unité populaire ?



Kissinger court après le train

Certes, Kissinger passe beaucoup de temps en avion, mais il lui arrive — de plus en plus souvent — de rater les trains de l'Histoire... Et son premier voyage en Afrique vient très tard.

L'empire portugais s'est disloqué. Après des années de lutte, des régimes progressistes qui font aujourd'hui l'expérience difficile du pouvoir révolutionnaire, sont en place en Guinée-Bissau, au Cap-Vert, en Angola, au Mozambique. Pour le « cher Henry », pour les intérêts et la puissance qu'il représente, il faut maintenant agir vite, trancher dans le vif, même « si ça fait mal... »

Et l'homme des « négociations à chaud » se déclare prêt aujourd'hui à laisser tomber les 300 000 Blancs de Rhodésie comme les 80 000 de Namibie (Sud-Ouest africain).

Il s'agit de favoriser l'avènement au pouvoir de bourgeoisies africaines modérées, ou de notables traditionnels un tant soit peu crédibles, avant que la guérilla ne prenne une ampleur irréversible. Il s'agit de combattre sans lésiner l'implantation « cubano-soviétique » dans cette partie du monde trop longtemps négligée (il y avait tout à faire en Asie et au Moyen-Orient...).

Cela, pour y conforter le dernier bastion de l'Occident : l'Afrique du Sud de l'apartheid et des diamants, aux ressources inépuisables, avant-poste imprenable sur la route des matières premières et des flotilles du « monde libre »...

Kissinger n'y est pas allé de main morte. A coups de dollars : le Zaïre du fidèle Mobutu, la Zambie du modéré Kaunda, et même le Mozambique, et même la Tanzanie, se voient

l'objet d'une cour serrée. A coups de « petites phrases » et de « manifestes » aussi : à Lusaka, le secrétaire d'Etat a annoncé la fin des exportations du chrome rhodésien vers les USA et invité les ressortissants américains à quitter au plus vite « le pays des colons »...

Ces gestes et ces déclarations ne sont pas sans effets aujourd'hui en Afrique. Aussi bien à l'Est qu'à Kinshasa, à Dakar qu'à Abidjan, l'issue de la seconde guerre de la libération angolaise ne laisse pas d'inquiéter ; la lutte contre la « subversion internationale » et le « communisme exporté » y reste d'actualité.

René LANARCHE ■



Giscard, Houphouët et Djibouti

A Paris, en recevant le plus francophone des chefs d'Etat africains, M. Houphouët-Boigny, Giscard se paie le luxe de flétrir ce qu'il appelle à son tour « l'impérialisme ». Dommage que l'armée et la gendarmerie françaises de Djibouti n'écoutent pas ses discours...

La tension en effet monte de nouveau dans le Territoire Français des Afars et des Issas. Alors qu'une grande démonstration de forces de l'opposition accueillait à Tadjourah l'arrivée d'une mission d'information de l'OUA « les forces de l'ordre » ont tiré sur la foule des manifestants faisant un mort et cinq blessés.

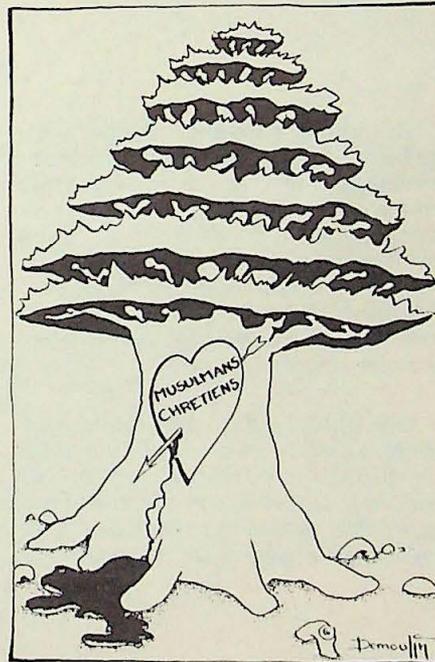
L'enjeu actuel est l'organisation par la France d'un référendum, que les mouvements de libération — et en particulier la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (LPAI) — considèrent comme un scrutin « préfabriqué ».

Au cours d'une conférence de presse, qu'il a tenu récemment à Paris, l'un de ses leaders, Ahmed Dini, a exposé quels devaient être les préalables à un règlement politique aboutissant à une véritable indépendance à Djibouti : abolition des lois « iniques » qui fabriquent des apatrides autochtones au gré des décisions arbitraires, mise sur pied d'une conférence constitutionnelle, refonte totale des listes électorales, enfin élections libres organisées sous l'égide de cette conférence en présence de fonctionnaires français et d'observateurs de la Ligue arabe, de l'OUA et des Nations-Unies.

Ahmed Dini et ses amis présenteront leurs propres propositions lorsque ils seront reçus par des ministres français, en principe à la mi-mai.

Même si ce dialogue ne donne aucun résultat, le seul fait qu'il ait été amorcé, montre que les moins bornés des dirigeants français, commencent à réaliser que le crédit de Ali Aref s'amenuise de jour en jour.

Philippe MARIÉLIE



LIBAN

A Beyrouth comme ailleurs, la réalité institutionnelle ne peut qu'être l'expression du rapport de forces sur le terrain de la lutte de classes, ou le terrain militaire.

Rien n'est résolu que la démission de Frangie et l'élection « proposée » par la Syrie, sous la « protection » de son propre candidat, Elias Sarbis.

La gauche a un autre candidat (Raymond Eddé, droite modérée) et réclame le départ des Syriens.

L'intensité des combats est insupportable et l'opposition est incapable d'empêcher des exactions dont sont victimes des chrétiens y compris progressistes.

A Beyrouth l'horizon reste bouché, on n'y meurt toujours qu'au jour le jour.

Jean JULLIEN ■

luttons en classes

difficile jonction

Parti de province, d'étudiants peu politisés, marginaux par rapport aux foyers traditionnels de la contestation, le mouvement étudiant de ce printemps est peu à peu rentré dans le cours habituel. Il est devenu la proie des diverses tactiques politiques, dès que les discours des leaders sont venus coiffer les voix des étudiants. Cette inflation de paroles se tassant, nous pouvons peut-être mieux écouter leurs silences.

En cours, l'étudiant écoute. « Comment l'étudiant est-il relié à l'Université ? Par l'oreille c'est un auditeur. » Cette phrase de Nietzsche nous rappelle simplement qu'il y a là une des constantes du fonctionnement de l'Université : elle a besoin du silence des étudiants. Quand ils parlent, la machine s'arrête. Mais pour autant l'inverse n'est pas toujours vrai, tant s'en faut, et toute grève ne correspond pas à une prise de parole. Il n'y a qu'à assister à une AG pour s'en convaincre : une horde de parlementaires au petit pied se succède au micro, dans un débat de politique générale permanent. Leur seule intention : briguer des mandats pour les coordinations, AG des AG.

Devant cet assaut de verbalisme, la masse des étudiants se tait et a pour la plupart déserté ces inutiles

forums. Certains gloseront sur l'apolitisme des étudiants... pourtant à la coordination de Censier, la possibilité de discuter point par point d'une plate-forme, afin que les débats de la base puissent ressortir à la coordination, fut enterrée par une sainte alliance des propositions toutes faites, concoctées dans les secrétariats des diverses organisations. Alors grande est la tentation d'appeler les étudiants à se défier de ces organisations, de toute organisation, et certains ne s'en privent pas...

Ce qu'ils oublient de dire, souvent, ces inorganisés professionnels, c'est qu'ils visent à une organisation des inorganisés, pas pire certes, mais sans doute pas meilleure que les autres. Car le choix n'est pas entre être organisé ou être inorganisé. Le choix réel est celui qui pose les problèmes d'organisation en fonc-

tion du projet politique poursuivi. La responsabilité de certains pèse lourd dans le refus d'ouvrir le débat de fond sur les perspectives pour le mouvement étudiant. C'était le front du refus, *Abrogation de la réforme* qu'on ressoudait à chaque échec en dénichant un nouveau bouc émissaire, tantôt le SNESup et son refus d'appeler à la grève générale, tantôt l'UNEF et sa trahison. Il ne s'agit pas ici de dédouaner le SNESup et l'UNEF, d'autant plus que cette dernière a joué ce jeu de l'unité de façade tant que ça l'arrangeait, et n'a su lui opposer qu'une politique sectaire dont la meilleure illustration a été la manifestation du 1^{er} mai. Plus d'un militant UNEF a alors hésité avant de quitter le cortège de sa faculté pour rejoindre celui de son organisation.

Force est pourtant de constater que la bataille pour l'unité n'a pas été menée de la meilleure façon par les forces qui sont majoritaires sinon chez les étudiants, du moins dans les coordinations : de la façon la plus formelle possible, en esquivant tout débat sur les moyens de rendre effective la grève générale, comme si

le but principal était la mise au pied du mur et la dénonciation du SNE-Sup et la rupture avec l'UNEF plutôt que l'abrogation de la réforme et la victoire du mouvement étudiant. Voilà bien nos révolutionnaires, plus prompts à dénoncer le réformisme qu'à mettre en difficulté le pouvoir giscardien et qu'à construire le bloc social porteur d'une alternative politique ! Car c'est là l'enjeu de ce mouvement étudiant : s'il est juste de rappeler que le pouvoir est aujourd'hui minoritaire, encore faut-il structurer la nouvelle majorité, ne pas se contenter d'un rassemblement des mécontents prêts à voler en éclats à la première difficulté. Si l'unité avec les travailleurs a été l'un des maîtres mots du mouvement étudiant, c'est bien sûr parce que les étudiants savaient qu'ils ne pouvaient pas vaincre seuls. C'est aussi pour des raisons objectives que Geneviève Petiot rappelait ici la semaine dernière, l'évolution du devenir social de l'étudiant, sa transformation en jeune travailleur en formation. Mais c'est encore et peut-être plus parce que la possibilité d'une transformation fondamentale de l'Université tient à la possibilité d'un changement non seulement de gouvernement, mais de société. Et un tel changement ne peut-être que le fruit de la constitution d'un bloc solide, anticapitaliste, porteur de revendications offensives, ralliant autour de la classe ouvrière et sous hégémonie de celle-ci de nombreuses couches sociales dont les étudiants sont une composante majeure. C'est dans une telle unité populaire que réside la possibilité d'une autonomie du mouvement étudiant. Car il faut en finir avec l'opposition entre autonomie et alliance. Et la garantie de l'autonomie du mouvement étudiant, ce n'est pas une démocratie formelle, qui est bien plutôt le prétexte aux manœuvres de tel ou tel, ce n'est pas non plus un syndicalisme corporatiste, mais c'est la possibilité pour le mouvement étudiant d'avancer des revendications communes avec celles des travailleurs, de permettre aux travailleurs de prendre en charge les problèmes de formation. C'est quitter la dépendance vis-à-vis d'un système pour prendre la parole et avancer vers la critique pratique de ce système : l'hégémonie des travailleurs, ce n'est pas la soumission, ce n'est pas non plus la seule jonction des luttes (comment ? sur quelles bases ?), mais c'est l'élaboration commune d'un projet alternatif. Cette autonomie et cette maturité-là, le mouvement étudiant ne l'a pas encore trouvée, bien que l'écho rencontré par la démarche syndicale du MAS montre qu'il s'y achemine. La coordination de Lyon sera un test, peut-être tardif. Elle devra en tout cas envisager les moyens de continuer la lutte.

Approfondir le contenu de la lutte, en élaborant enfin une plate-forme revendicative, proposer des formes de lutte durables et adaptables localement, parvenir à mobiliser à nouveau les étudiants qui ont souvent déserté les campus, fournir une réponse crédible au problème des examens, et surtout répondre à la campagne du pouvoir en le plaçant en face de ses responsabilités et en utilisant le rapport de forces établi, devraient être ses principales tâches. Pour cela, il faudra beaucoup d'imagination et d'initiative : ce n'est pas en se déterminant par rapport au SNESup que les étudiants reprendront la parole...

Joël ROMAN ■



Les damnés de l'intérieur

Sonacotra : malgré la répression

Bagnolet : une lutte, un soutien

Les résidents du foyer de Bagnolet ont commencé la grève des loyers en septembre 1975. Presque aussitôt, les différentes organisations locales — partis et syndicats — ont pris contact avec eux. La section PSU, parallèlement à celle du PS (tendance CERES), a proposé dès le départ la création d'un comité de soutien. Les résidents avaient besoin d'un soutien actif : ils avaient refusé de signer le protocole d'accord proposé par la CGT, protocole qui impliquait une négociation foyer par foyer et acceptait des expulsions pour « motifs graves ». Mais les tergiversations ont duré quatre mois.

Le jeudi 15 avril cependant, face aux menaces de plus en plus sérieuses, se retrouvaient PS, PSU, CFDT, CGT, CTA, Comité des travailleurs africains, CFI 19-20°. La CGT a exigé l'exclusion du groupe UCF (Union des communistes de France). La base du soutien : la plate-forme des résidents, ce qui impliquait la reconnaissance du comité national de coordination. Le PC, au niveau national, ignore ce comité et préconise la négociation foyer par foyer. Le lendemain matin, intervention brutale des flics : trois délégués sont arrêtés. Le soir même, une assemblée a lieu au foyer, avec les délégués restants, l'amicale des Algériens, la municipalité, le PC et les organisations membres du comité de soutien. Un tract est élaboré et une manifestation programmée pour la semaine suivante. Mais, deux heures avant la manifestation, le PC, les JC, la municipalité dénoncent par tract leur signature, accusant les « gauchistes » de « dénaturer » la manifestation. Devant les risques nés de cette division, les résidents, très déçus, préfèrent annuler le rassemblement et demandent aussitôt une entrevue au PCF.

La convocation d'une nouvelle réunion n'a cependant pu avoir lieu, les résidents du foyer ayant été très mécontents du silence du PCF sur la manifestation de Barbès du samedi 24 avril. « Nous sommes tous des délégués », proclament les résidents en grève avec la même détermination, malgré les divisions provoquées par le PCF, malgré la présence pesante de la police. Ils refusent toujours la négociation « foyer par foyer ». Cette semaine, est envisagé un système d'autoréduction. Actuellement, le comité de soutien, auquel s'est joint la Ligue communiste, fonctionne sans les communistes du PCF. Il bénéficie toujours de la confiance des délégués, mais il manque de moyens pour mobiliser massivement la population. Certaines organisations freinent l'idée d'ouverture du comité aux habitants, c'est le cas du PS. L'expérience de cette lutte sera à mettre dans la balance lorsqu'il s'agira d'évaluer les possibilités d'alliance avec le PCF au premier tour des élections municipales.

Informations fournies par la section PSU Bagnolet-Les Lilas ■

« Sonacotra vaincra » : le mot d'ordre des résidents des foyers, en lutte depuis plusieurs mois, lors de la manifestation du 1^{er} mai, s'est imposé comme une réponse aux mesures policières du gouvernement qui, en expulsant certains délégués, violait sa propre légalité mise en place peu de temps auparavant. Aux côtés des résidents, de nombreuses fédérations de syndicats — essentiellement CFDT — ont repris ce même mot d'ordre, exprimant par là l'urgente nécessité d'une unité Français-immigrés face à la Sonacotra, au gouvernement, et au patronat qui manipule la direction de la Sonacotra qui refuse de reconnaître le comité de coordination.

Les comités de soutien étaient également présents à la manifestation. Certes leur mise en place est souvent laborieuse. Les affrontements des partis paralysent leur extension (voir la situation de Bagnolet où, pourtant, la combativité des résidents est grande). Certains de ces comités tentent de se décartelliser afin de briser cette division. Là encore, on arrive à des solutions moyennes : fonctionnement en assemblée générale de militants, soutien de mouvements de masse (c'est le cas à Massy, avec le soutien de l'UL CFDT, du MRAP et du CUFI. Les partis politiques n'y sont pas représentés en tant que tels).

Comment la lutte se poursuit-elle ? Un membre du comité de coordination, Tony, ouvrier de l'industrie « peaux et cuirs », fait le point avec TS.

TS : Les délégués ont reçu de l'huissier une lettre les menaçant d'expulsion des foyers, les mettant ainsi à la merci d'une expulsion hors de France pour « absence de domicile ».

Tony : La Sonacotra avait pensé que l'expulsion vers les pays d'origine d'une quinzaine de délégués, choisis au hasard, désamorcerait définitivement le mouvement de grève et de revendication. Voyant qu'il n'en était rien, constatant le soutien apporté à cette affaire, la Sonacotra a fait un peu marche arrière. Elle veut maintenant isoler les résidents en expulsant les délégués des foyers. Dès que les premières lettres sont arrivées, on a contacté le groupe d'avocats qui a introduit un référé pour bloquer la procédure.

TS : La Sonacotra dit que, s'il y a environ 250 foyers en France, une cinquantaine seulement sont touchés par le mouvement, donc que ce dernier est minoritaire.

Tony : Nous, on ne résonne pas comme cela. La cinquantaine de foyers qui luttent sont, en grande majorité, dans la région parisienne. Donc, là, pas de problème de représentativité. De nombreux foyers ont mené, mènent des batailles, ou s'apprentent à entrer en lutte en province. Mais les foyers sont souvent construits dans des coins isolés, ce qui ne facilite pas la circulation des informations. C'est pour cela qu'il faut que le comité de coordination soit reconnu, et que la Sonacotra —

et le gouvernement — ne veulent pas en entendre parler.

TS : La CFDT et la CGT sont aussi très réticentes, hostiles même à cette reconnaissance.

Tony : Les choses évoluent un peu mieux de ce côté-là. Les unions départementales sont partagées. Le débat existe dans les deux centrales. En améliorant notre contact avec la province, on devrait pouvoir faire pencher la balance en notre faveur, malgré les difficultés, avec la CGT notamment.

TS : La Sonacotra dit que sa gestion est déficitaire, d'où la nécessité des hausses de loyers.

Tony : Qu'elle ouvre ses livres de gestion. Elle ne le fera pas, car tout n'est pas très clair dans l'affectation des recettes. D'ailleurs, elle se contredit, comme l'a fait récemment son président, M. Claudius-Petit.

TS : Quel est le rôle des comités de soutien ?

Tony : Il y a plusieurs types de comités de soutien qui, par contre, soutiennent tous la plate-forme revendicative. Ces comités nous ont aidés. Ils vont faciliter la popularisation. Mais des divergences, des ruptures, se produisent, qui les paralysent quelquefois. Il y en a un peu partout, pas forcément autour des foyers seulement.

TS : Compte tenu de la répression, y a-t-il eu modification de la plate-forme de lutte ?

Tony : Non. Certains délégués l'avait proposé, demandant par exemple que l'on mène principale-

ment la bataille pour le retour des expulsés. On mène une action juridique sur ce point auprès du conseil d'Etat.

TS : Pouvez-vous rappeler le contenu de cette plate-forme ?

Tony : D'abord ce qui est global, qui concerne tout le monde : baisse de 100 F et blocage des loyers ; obtention du statut de locataire et non de résident ; reconnaissance officielle du comité de coordination et des comités de résidents ; renvoi des gérants racistes ; contrôle de la gestion, particulièrement au niveau des charges.

Il y a ensuite les revendications spécifiques à chacun des foyers : sécurité, hygiène, condition de vie, budget d'animation, etc.

TS : Combien le comité de coordination compte-t-il de membres ? Comment fonctionne-t-il sur le plan financier ?

Tony : A chaque réunion, il doit y avoir en principe deux à trois délégués par foyer. Au début, on se retrouvait près de deux cents. Aujourd'hui, cela varie, quatre-vingt, cent. On fait le point, foyer après foyer. Là où se posent des problèmes, on désigne un groupe de quelques délégués pour discuter sur place. Lors des conférences de presse, on procède de même en désignant une petite équipe de porte-parole mandatés. Certaines sont déjà parties en province. D'autres s'apprentent à le faire.

Propos recueillis par Michel CAMOUS ■



prostitution : politisation en cours ?

Les prostituées dans la rue avec les travailleurs ? A Montpellier, la situation est mûre.



Le cheminement des prostituées est parti des « églises » (c'est ainsi qu'elles nomment le temps fort de 1975, avec les occupations d'églises) pour aboutir à la rencontre avec les organisations syndicales et politiques de gauche. Après plusieurs réunions depuis trois mois — dont une à l'initiative du PSU — une convocation a été lancée pour le 31 mars par le MFPM (Mouvement des femmes prostituées de Montpellier). Etaient présents officiellement l'APF, la JOCF et le PSU ; on remarquait également des militant(e)s de la CFDT, du PC et du Planning familial. D'emblée, et comme aboutissement d'une réflexion qui dure depuis plusieurs mois, le MFPM donne le ton : « *Nous sommes contre la prostitution, nous sommes pour une société sans prostitution ; mais vu les problèmes auxquels nous sommes confrontées, nous demandons l'application de notre projet de statut et également la publication immédiate du rapport Pinot.* »

une répression continue

Les contraventions qu'écopent les prostituées pour « attitude incitant à la débauche » sont distribuées dans des conditions illégales. Elles sont fichées par la police (alors qu'une loi de 1946 ordonnait la destruction de telles archives) et cela suffit aux flics pour leur coller des amendes allant jusqu'à 600 F. Il y a aussi toutes les tracasseries et pressions exercées par le milieu ambiant dès que tel commerçant, tel propriétaire, tel fonctionnaire sait qu'il a affaire à une prostituée. Dans le domaine du logement, l'application d'une loi de 1972 fait un proxénète d'une personne louant un appartement avec (ou pour) une prostituée (on le prouve par le fichier, bien sûr) ; idem dans le cas de deux prostituées, l'une étant considérée comme le proxénète de l'autre, et vice versa. Le fisc leur réclame des impôts sans commune mesure avec leurs revenus, l'assiette ayant été calculée au hasard ou à la tête de la cliente : certaines doivent ainsi plusieurs millions d'anciens francs d'arriérés à l'Etat. Enfin, le statut. C'est celui qu'elles ont publié en 1975, et qui constitue pour le MFPM le premier pas vers une réinsertion sociale. Il exprime leur souhait d'une vie normale, sans l'obstruction systématique qui s'abat sur leur vie quotidienne, que ce soit pour l'éducation de leurs enfants comme pour l'ob-

tention de la Sécurité sociale, donc le droit à la santé. En résumé, le statut, c'est l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

et le rapport Pinot ?

D'après les indiscretions du *Monde*, le rapport Pinot serait favorable aux prostituées. Que le gouvernement retarde sa publication est significatif en soi. Néanmoins, l'ouverture éventuelle d'« Eros-center » (avec la bénédiction du pouvoir) inquiète beaucoup le MFPM car il constituerait un retour aux « maisons », un très mauvais souvenir pour celles qui les ont connues. L'Etat premier proxénète de France, voilà un joli sous-titre pour la société libérale avancée !

Il n'empêche qu'à travers l'évolution du MFPM, des questions restent posées. En premier lieu, la disparité de prise de conscience entre les villes. Marseille, Lyon ou Montpellier semblent aux avant-postes mais, à Montpellier, on ne sait rien de ce qui se passe à Bordeaux, Nantes ou Brest. D'où l'intérêt du soutien des organisations de gauche. Mais le 31 mars, seuls APF, JOC et PSU étaient mandatés sur ce sujet.

Christian FAUCHARD ■

Lettre ouverte à la C.G.T.

Les militantes, responsables du Secrétariat parisien du secteur Femmes du PSU, élèvent une vigoureuse protestation contre les incidents qui se sont déroulés entre les membres de votre S.O. et les groupes femmes au cours de la manifestation du 1^{er} mai.

La CGT et la CFDT avaient accepté la présence des groupes femmes dans le cortège syndical. La moindre des règles démocratiques était de respecter cet accord.

Les violences, insultes et obscénités faites et proférées contre les femmes participant à la manifestation sont inadmissibles de la part de militants CGT, membres du S.O. qui se disent responsables. Elles sont une insulte à toutes les femmes qui luttent contre leur exploitation et pour leur libération.

Nous vous demandons d'associer votre protestation à la nôtre.

Le 3 mai 1976.

Les prostituées ont occupé, voici quelques semaines, les locaux de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) de Lyon. L'une d'entre elles a accepté de répondre à nos questions.

TS : Depuis l'occupation du château de Giscard, vous êtes-vous réunies régulièrement? Continuez-vous à le faire en assemblée générale et avez-vous toujours la même organisation, des déléguées de quartier ?

Réponse : Les AG se poursuivent, mais moins régulièrement et avec moins de femmes ; il n'y a plus cette même flambée dans la lutte. Mais nous avons toujours les mêmes revendications : non à la prison, non aux maisons closes, non aux quartiers réservés.

TS : Quelle est la position du mouvement sur le rapport Pinot ?

R : Personne n'en a eu connaissance et le gouvernement ne s'est pas prononcé.

TS : La majorité d'entre vous ont-elles déjà été salariées? Qu'est-ce qui amène les femmes à se prostituer, d'après toi ?

R : La plupart d'entre nous ont déjà été salariées. Pour ma part, je préférerais me prostituer. J'avais l'impression d'avoir plus de liberté, de ne pas être soumise aux contraintes de huit heures dans une usine.

TS : Que penses-tu du mouvement de libération des femmes ?

R : Nous nous sommes senties plus proches du mouvement des femmes depuis notre lutte. D'avoir été soutenues par d'autres femmes nous a apporté une force que nous ne connaissions pas. Jusqu'ici, dans ce travail, l'on se sentait écrasée.

TS : Dans cette action, peut-on voir un saut qualitatif ? Jusqu'à présent, il n'était question dans le mouvement que d'aménagement de la prostitution.

R : La plupart d'entre nous laisseraient la prostitution si on leur donnait un salaire décent. Nous souhaitons que chacun puisse vivre selon ses besoins.

TS : Que vous a-t-on répondu à l'ANPE et quelle suite envisagez-vous ?

R : On nous a fait remplir un questionnaire mais on n'a pas d'illusions à se faire. Quant à percevoir l'allocation chômage, il n'en est pas question : on ne remplit pas les conditions. De plus, le blocage qu'il y a toujours eu au niveau de la formation professionnelle pour les femmes fait que nous sommes toujours en bas de la hiérarchie avec des salaires minables.

Pour la suite de l'action, des décisions seront prises en assemblées générales.

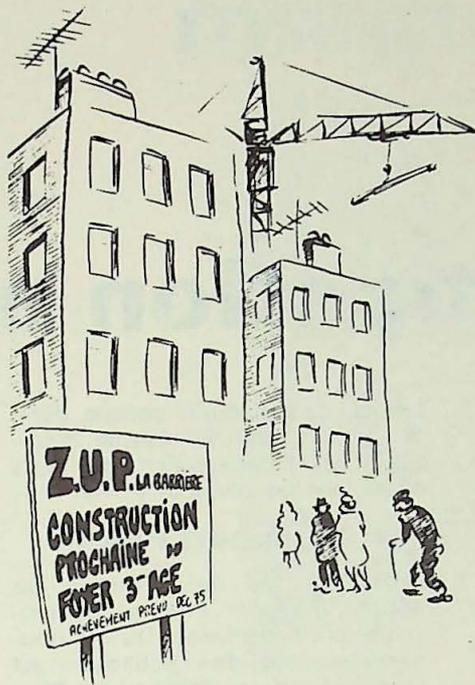
les choses de la ville

L'histoire d'une occupation

Cette histoire, c'est celle de la Krutenau, vieux quartier populaire de Strasbourg baigné par l'Ill, riche de ses vieilles ruelles étroites et sinueuses, circulant entre des habitations alsaciennes au crépi sans âge, et des manufactures ; riche aussi de sa vie de quartier. Autrefois, dit-on, il était rare que les gens sortent pour la ville, on vivait ensemble dans la Krutenau.

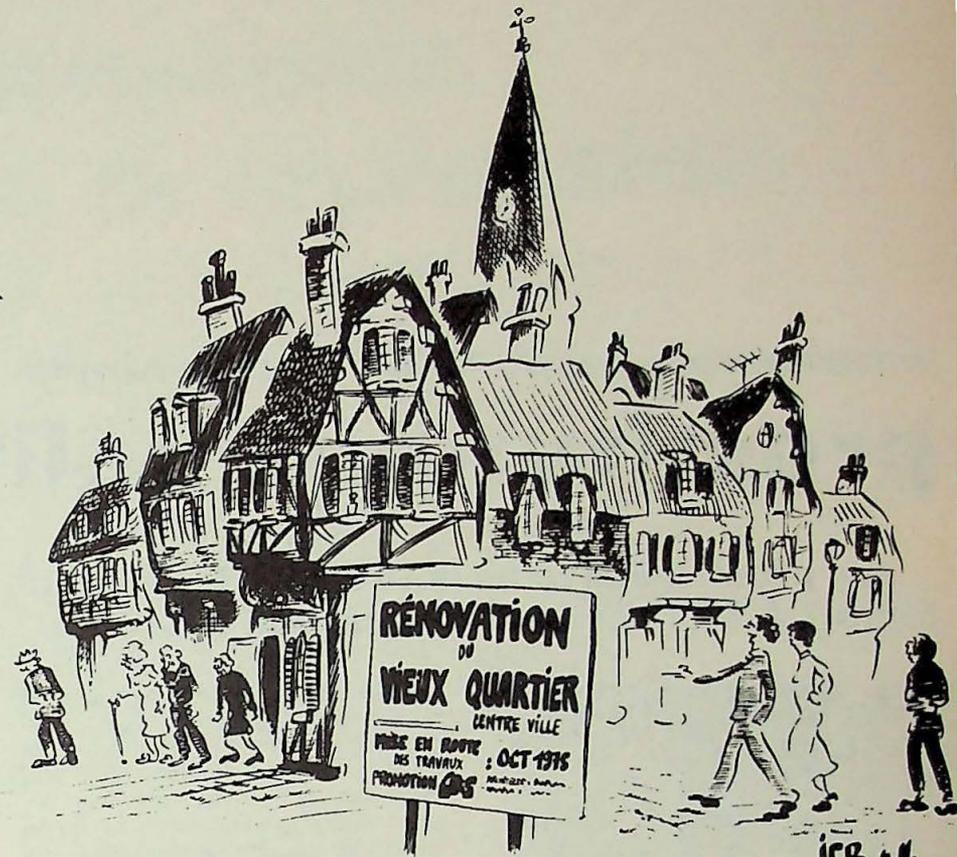
En sept ans, 75 immeubles ont été détruits, et 4 000 personnes ont quitté le quartier sans être remplacées par de nouveaux habitants. Aujourd'hui, il y a 250 logements vides, et la population est plus âgée que dans les autres quartiers de Strasbourg. Voilà le vrai visage de ce que la ville appelle la rénovation de la Krutenau !

Ici, la rénovation, c'est l'exil forcé des couches pauvres et immigrées de la population vers les grands ensembles de la périphérie. Les promoteurs font la loi, sous l'œil bienveillant de la mairie de Pflimlin (CDP) et de la préfecture (Sicurani, puis Verger). On fait le chantage aux loyers, on va jusqu'à expulser *manu militari* des vieilles personnes (ça, c'est une société immobilière dont le président est adjoint au maire et CDP comme lui). Ou alors, on laisse ouverts aux intempéries et au vandalisme les appartements vides : c'est le cas du 6, rue Paul-Janet, immeuble de l'Habitation populaire (mission intérieure protestante) que le propriétaire a l'intention de détruire, sans doute pour reconstruire du grand standing comme le font les promoteurs dans tout le quartier ; 74 logements dans cet immeuble, non entretenus depuis trois à cinq ans. Trente d'entre eux sont encore



habités par des familles très modestes.

L'action commence le 2 avril : une vingtaine de personnes occupent illégalement cinq appartements sur l'initiative du CARDEK (comité d'action pour la rénovation de la Krutenau) qui, depuis quatre ans, vise à grouper les habitants autour d'un projet de restauration sociale et d'animation de quartier. Aujourd'hui, l'occupation continue et s'étend à d'autres appartements : il faut montrer aux gens du coin, à la presse, qu'une réfection correcte peut être faite à bon marché (les squatters ont repeint, plâtré, carrelé, tapissé, posé la plomberie et des évier, mis l'électricité...), populariser la résistance aux expulsions, et mettre la ville devant ses responsabilités : c'est là-haut que tout se trame. D'où une bataille dans toutes les directions : une pétition du CARDEK demande aux pouvoirs publics d'aider les petits propriétaires à conserver leurs immeubles face aux pressions des promoteurs, d'acquiescer des immeubles pour les confier à des organismes de logements so-



ciaux (ainsi, les HLM ont entrepris la rénovation de huit logements voisins) ; d'un autre côté, le comité réunira les petits propriétaires du quartier pour les informer sur les subventions, établir des dossiers précis sur chaque immeuble dans le but d'une rénovation, intervenir sur les cas urgents. Mais, tout en proposant bien sûr la modification de l'attribution des subventions (il n'y a pas de subvention pour les restaurations légères ; l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ne majore de 30 % que les travaux de mise aux normes — chauffage, salle de bains —), le comité veut privilégier la lutte avec les locataires et les associations du quartier (immigrés, compagnons bâtisseurs...).

Dès le début, la popularisation a été menée à fond vers les voisins, les habitants, les étudiants, par tracts, affiches, interventions publiques, et, dans la rue Paul-Janet, le journal des squatters explique sur deux mètres le pourquoi de l'occupation. La grande cour intérieure a accueilli un dimanche une foule de gens pour une fête joyeuse où, entre deux cré-

pes, on riait de la satire alsacienne du Babbedeckel Théâtre. Les assemblées générales, le soir, sont ouvertes à tous, des commissions s'organisent. Il le faut bien car, de l'autre côté, ça s'organise aussi. Les flics sont venus pour menacer de vider, le propriétaire a envoyé des maçons pour murer les entrées, et le CARDEK passe au tribunal pour effraction et violation de domicile.

Le soutien est donc prioritaire, et des camarades du PSU ont depuis le début aidé à l'occupation, à la popularisation, à la préparation de la fête. Le PSU a apporté ensuite son soutien officiel à cette lutte qui doit déboucher sur une victoire des occupants et des habitants. La lutte est politique, car il s'agit d'affronter la politique de la « majorité » qui tient le pouvoir. L'échéance municipale est proche ; c'est l'occasion de réaliser l'unité populaire entre les habitants, les associations, les partis de gauche (l'extrême gauche est pratiquement absente). Le PSU s'engage quant à lui à mener jusqu'au bout ce combat unitaire.

Section PSU de Strasbourg ■

une inauguration très réussie

Il était une fois un sous-ministre de l'Équipement et du Logement qui ne savait pas quoi inventer pour faire plaisir à un futur candidat malheureux à la mairie du Havre : Antoine Ruffenacht. Il décida donc de venir amuser les foules un beau jour de mi-carême. Il était vaguement question d'inaugurer un foyer de handicapés moteurs, une « *magnifique réalisation* » qui leur permet de « *vivre au cœur de la cité* ».

Quelle cité, Monsieur le sous-ministre ! Henri-Dunant, cette cité-dortoir où les tours voisinent avec les parkings, où seules les charges locatives montent quand les ascenseurs ne marchent pas. Dans ce

quartier où il fait « *si bon vivre* », comme dit le président de l'OPHLM ; tiens, vous étiez là, M. Dubosc. Dans ce quartier où même les principes les plus élémentaires de sécurité ne sont pas respectés, il n'y a pas d'école. Tout juste quatre classes de maternelle que les organisations de résidents ont réussi à arracher.

Voilà au cœur de quelle cité, monsieur le Ministre, votre réalisation de prestige est insérée. Et qui dira que vous ne le saviez pas ? Qui donc menaçait vos petits fous pour que vous les fassiez défendre par six cars de gardiens de la paix, une foule de séides des RG, voire quelques malheureux CRS qu'on avait planqués dans

le cimetière ? Il y a longtemps que le PSU, avec les habitants du quartier, avait constaté l'échec de cette politique, et voilà où le bât blesse. Visiter les handicapés, c'est bien ! Mais accepter que les habitants d'un quartier réclament le contrôle de leur cadre de vie, voilà qui est insupportable.

Et pourtant, Monsieur le ministre, nous étions là, malgré vos flics, malgré les « organisations responsables » qui ne font rien, de peur de provocation, malgré même le petit vent froid qui soufflait ce jour-là. Vous n'avez pas voulu nous voir ; vous avez préféré parler profit avec des responsables, mais il faudra un

jour que vous nous répondiez. Il faudra que vous nous expliquiez pourquoi on sacrifie la sécurité, la qualité de la vie, notre santé et celle de nos enfants à une rentabilité qui vous profite. Et ne croyez pas vous en tirer par des demi-mesures ou des promesses ; la qualité de la vie, la santé, le logement, il y a des ministères pour cela. Mais nous n'avons que faire des ministres ; nous voulons décider de ce qui fait notre cadre de vie, de ce qui fait notre vie. On ne nous loge pas, on nous parque ; on ne nous transporte pas, on nous roule. Il faut que ça change et les habitants de Henri-Dunant y sont déterminés.

Section PSU du Havre ■

tribune de l'autogestion

Frédo Krumnow :

prendre en charge son destin

Dans le cadre de la tribune de l'autogestion, nous publions cette semaine des bonnes feuilles du dernier chapitre du livre de Frédo Krumnow, *CFDT au cœur*, qui paraît cette semaine aux éditions Syros. Dans ces pages, inédites jusqu'à présent, Frédo pose le problème des échéances : la prise du pouvoir. Il essaye de montrer que le pouvoir des travailleurs devra s'exercer partout dans une société socialiste autogestionnaire.

La contribution de la CFDT à une prise de pouvoir socialiste par la prise de conscience politique des travailleurs à travers l'action de masse est un élément important pour un changement fondamental dans notre pays. Mais cela ne peut être laissé au hasard et à la spontanéité. Cela suppose une volonté permanente de politisation et une formation accrue des militants à l'analyse politique. On peut toutefois se demander si c'est suffisant. Peut-on limiter aujourd'hui le rôle politique d'une organisation à ce qu'on pourrait appeler une stratégie de conscience ?

Ce serait oublier que la prise de pouvoir que nous souhaitons pour les travailleurs ne vise pas que les structures politiques actuelles et le pouvoir central. Ce serait oublier que la légalité socialiste, que nous voulons réaliser pour que puissent s'exprimer librement tous les droits et toutes les aspirations des travailleurs, ne peut pas se décréter que par le canal des lois et décrets.

affirmer la démocratie ouvrière

L'orientation autogestionnaire suppose que nous ayons une stratégie qui conduise les travailleurs à modifier la légalité capitaliste et bourgeoise et à prendre le pouvoir à tous les échelons, à commencer par ceux qui leur sont les plus proches.

Dans la façon d'envisager la démocratisation de l'entreprise, la CGT avance un schéma qui consiste à prendre, au niveau du pouvoir central, un certain nombre de mesures mettant en place de nouvelles structures de gestion dans lesquelles les travailleurs pourraient ensuite trouver une possibilité de s'exprimer, se manifester et participer : mise en place de conseils d'administration dans les entreprises nationalisées (et seulement celles-là) pour lesquels les travailleurs désigneraient leurs représentants ; nouvelles structures au niveau du plan, etc.

L'autogestion se construit par nature sur une base différente. Il ne s'agit pas d'aller vers une plus grande participation des travailleurs

au niveau des différentes instances de gestion, mais d'un transfert total du pouvoir de la propriété privée, de la bureaucratie et de la technocratie, à la collectivité de base des travailleurs. Ce n'est pas tant de nouvelles structures bipartites ou tripartites qu'il s'agit d'exiger du pouvoir central, mais d'un véritable transfert de droit et de pouvoir, notamment à la collectivité de travailleurs dans l'entreprise. Celle-ci comprend tous les salariés, du manœuvre à l'ingénieur, associés dans un droit égalitaire d'expression et de décision. C'est alors à cette collectivité de travailleurs de se donner pour commencer les structures qu'elle imagine elle-même et qu'elle trouve elle-même les plus adaptées à une prise en charge collective et à une meilleure expression démocratique.

Il y a entre les deux approches de la démocratie économique une différence fondamentale. D'un côté, il s'agit d'aborder la transition au socialisme par des mesures successives et progressives, élaborées à l'avance par des partis dans le cadre d'un programme commun ; de l'autre, il s'agit avant tout de faire de la période de transition une période d'expression et d'imagination des masses en transférant à celles-ci le droit de décider et de légiférer à leur niveau. C'est de là que vient pour l'essentiel la réticence des autogestionnaires à imaginer des structures et une construction sociale autogérées, élaborées à l'avance et qu'il suffirait d'appliquer au jour « J ».

Le but est de faire prendre en charge par les travailleurs leur destin. A partir de ces deux perspectives, le conflit entre centralisation et décentralisation n'est pas chose vague, et le clivage entre le courant socialiste centralisé et les socialistes autogestionnaires n'est pas un faux clivage. La perspective autogestionnaire devrait donc nous conduire à une stratégie de prise de pouvoir par les travailleurs à partir de la collectivité de l'entreprise et hors de celle-ci, à partir des collectivités d'habitat et de vie sociale. Une stratégie de cette nature n'a pas, pour s'exprimer, besoin d'attendre la prise de pouvoir de la gauche ou une série de mesures légales. A priori, elle se manifeste le mieux en se situant dans l'illégalité, en mettant en cause

la légalité et les structures actuelles du pouvoir.

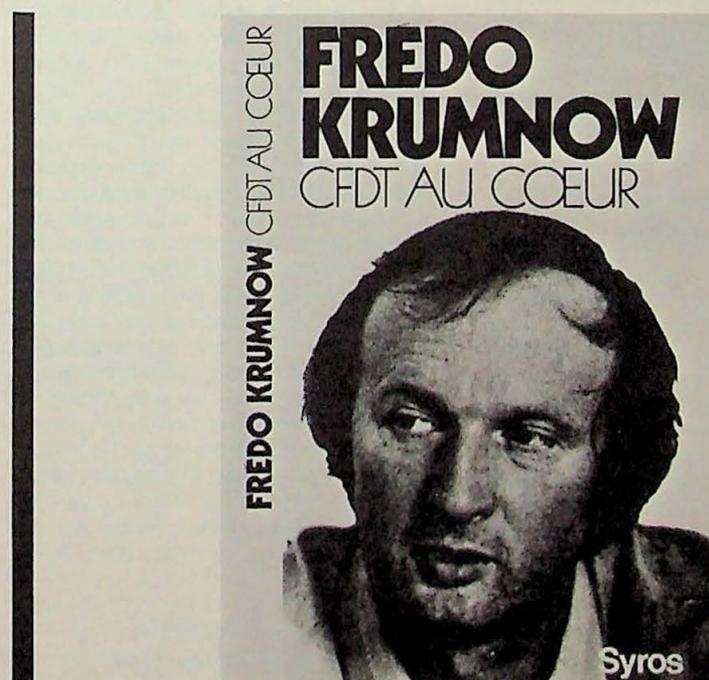
un exemple : Lip

Ce qui est le plus percutant dans le conflit Lip n'est pas l'ampleur de la solidarité ou la constante recherche de l'unité d'action, mais la prise de pouvoir des travailleurs en grève sur une partie de l'instrument de production. C'est la première fois que des travailleurs ont décidé de s'approprier une partie de l'actif de l'entreprise et de le gérer en fonction de leurs besoins (ou plutôt de leur survie) avec une telle ampleur. Tout d'abord, par la voie déjà très classique de l'occupation de l'entreprise, mais surtout en prenant possession des stocks de montres, de pièces détachées, en décidant de continuer la production et d'en assurer la vente à leur profit. Rarement, la prise de pouvoir collective des travailleurs est allée si loin.

[...] La mise en œuvre de la plus large expression démocratique et de la plus intense imagination collective ne suffit pas à faire une stratégie. Encore faut-il que cette recherche aille dans un sens précis. Pour

raient s'imaginer dans de nombreux domaines. Si un particulier se met à acheter des produits au producteur pour les vendre à la consommation sans se soucier de la TVA ou des autres taxes, il sera très vite poursuivi et neutralisé. Mais imaginons que les organisations syndicales arrivent à mobiliser les masses dans une action de grande envergure pour contacter les producteurs de fruits et légumes et autres, et organiser des ventes sauvages devant la porte des usines et dans les quartiers HLM, sans autre marge que celle du coût du transport, et sans s'acquitter des taxes ? Qui oserait les appréhender ? Ce qui est important pour une organisation syndicale, c'est de ne pas laisser tout cela au hasard de la spontanéité, mais au contraire d'incorporer de telles formes d'action dans sa stratégie.

D'une part, une « stratégie de prise de conscience politique » menée d'une façon déterminée et conséquente pourrait faire jouer à l'action syndicale un rôle capital et déterminant dans la prise du pouvoir central par des forces socialistes. D'autre part, une « stratégie de prise de pouvoir ouvrier par l'action de masse » pourrait provoquer le déséquilibre fatal au pouvoir capita-



rejoindre une orientation autogestionnaire, il est indispensable qu'elle aille vers des actions amenant les travailleurs à une plus grande prise de pouvoir par la voie de fait, qu'elle aille donc dans le sens de la contestation effective de la légalité et du pouvoir capitaliste.

[...] De telles formes d'action pour-

liste de l'Etat et des patrons, et faire avancer des objectifs allant nettement dans le sens d'une société socialiste autogérée.

Mais pour que cela puisse être, l'orientation stratégique doit être clairement déterminée et ne pas laisser les choses dans le flou et au hasard.

les armes de la critique

Goodman, prophète américain de l'autogestion

Paul Goodman est le père spirituel d'un homme beaucoup mieux connu en France : Ivan Illich (1). Aussi controversé que ce dernier, il est l'un des continuateurs, jusqu'à sa mort en 1972, de la tradition libertaire américaine. Penseur aux multiples talents — à la fois sociologue, poète, philosophe, psychothérapeute, dramaturge, essayiste, économiste — il fut dans les années 1960, à la suite de la publication de *Growing Up Absurd*, l'un des intellectuels les plus écoutés de la jeunesse contestataire américaine. Ses vues non conformistes et ses pratiques intransigeantes lui valurent de très nombreux ennuis, de 1930 à sa mort.

Les problèmes fondamentaux qu'il pose importent au premier chef à la gauche de tous les pays.

L'idée maîtresse de Goodman repose sur une constatation simple : quelle que soit l'idéologie qui préside aux destinées des sociétés industrielles modernes, le gigantisme et le centralisme oblitérent tous les avantages qu'on est en droit d'attendre d'un monde scientifiquement et technologiquement évolué. Un regard suffit pour constater que science et technologie ont été historiquement dépouillées de leurs références morales et philosophiques, sevrées de l'éthique de progrès qui inspira leur naissance : elles voguent aujourd'hui, non à la dérive, mais sur les courants de l'idéologie dominante, poussées par les vents du profit et de la domination.

une névrose collective

La croissance pour la croissance, fuite éperdue vers l'annihilation de l'espèce, est le fait propre de ce que Goodman nomme le « système organisé » ; cette névrose collective, il l'appelle la « sociolâtrie », génératrice d'une aliénation fondamentale qui dicte que les valeurs quantitatives du « bien-être » prévalent sur les qualités de l'« être-bien ». La rupture d'avec les valeurs ancestrales des communautés humaines, d'avec la triple fonction, centrale selon Goodman, à la nature humaine — fonctions créatrices, sexuelle, communautaire — est consacrée dans ce que l'une de ses heureuses formules appelle « le mesmérisme du PNB » ; pour B. Vincent, qui lie entre eux des fragments d'une œuvre éclatée et diffuse et leur donne sens et visée, le résultat d'une attitude aussi suici-

daire mène à l'« *Angoisse Nationale Brute* ».

Contre l'absurdité manifeste d'un système pervers ayant tout oublié de l'homme et de ses aspirations, Goodman propose le pari raisonnable de l'utopie directrice. Des prémisses insensées ne pouvant aboutir qu'à des dilemmes relevant d'une « *pathologie politique* », il dénonce résolument la possibilité de voir la « *sociolâtrie* » marcher vers sa rédemption conduite par une « bonne » gauche. « *Changer la vie*, écrit-il, *ce n'est pas choisir entre des inconvénients relatifs, mais accoucher d'autre chose.* »

l'autogestion...

Cette autre chose, c'est la convivialité, le sens de la communauté, la chance donnée aux trois fonctions naturelles de l'homme de s'épanouir ; c'est aussi l'autogestion.

Proposant de fonder une science nouvelle — la « *limitologie* » — où seraient étudiés les seuils où les valeurs s'inversent sous la pression de la croissance et de la démesure des institutions, il met en cause, au nom d'une manière d'« *essentialisme humaniste* », les abstractions et la nature absurde des revendications strictement quantitatives. Il fait bon y penser à deux fois quand on sait qu'aujourd'hui nombreux sont ceux qui préfèrent l'« indemnité » à la réparation des causes du mal. Tel ce délégué syndical refusant que soient abaissées les doses quasi-létales de bruit dans son usine parce qu'elles donnent droit à une prime de risque.

Pour Goodman, l'autogestion ouvrière est « *la seule forme effective de démocratie industrielle [...]. Historiquement, c'est ce système d'association volontaire qui a donné à la civilisation la plupart de ses valeurs, mais on le tient pour être totalement impraticable dans les conditions de la société moderne.* » Aux doutes de la gauche traditionnelle, Goodman oppose l'argument sans appel qu'au regard de l'histoire, c'est la gauche qui est porteuse du « miracle » qui fera sortir le monde de l'« *impasse* ».

... la seule forme effective...

Certes, le « radical-réformisme » de cet homme étonnant et la révolution libertaire qu'il prêche s'accrochent mal d'un certain nombre de questions. Goodman ne se définit pas comme un politique et la parenthèse dans laquelle il enferme *de facto* la question de la prise du pouvoir est parfois inquiétante. L'élar-

gissement graduel de l'autonomie des personnes par refus et ruptures et la constitution d'îlots croissants de liberté semblent solution pâle quand on la pose, l'espace d'un instant, sur la carte d'un Chili torturé. Quel militant autogestionnaire ne tracera à la lecture, dans les marges de cet excellent livre, des marques d'irritation ? Mais il y a beaucoup d'idéologues et de tacticiens. Il y a peu d'hommes discernant aussi clairement les problèmes de la société actuelle, et proposant une hiérarchie de valeurs aussi enthousiasmantes et libératrices.

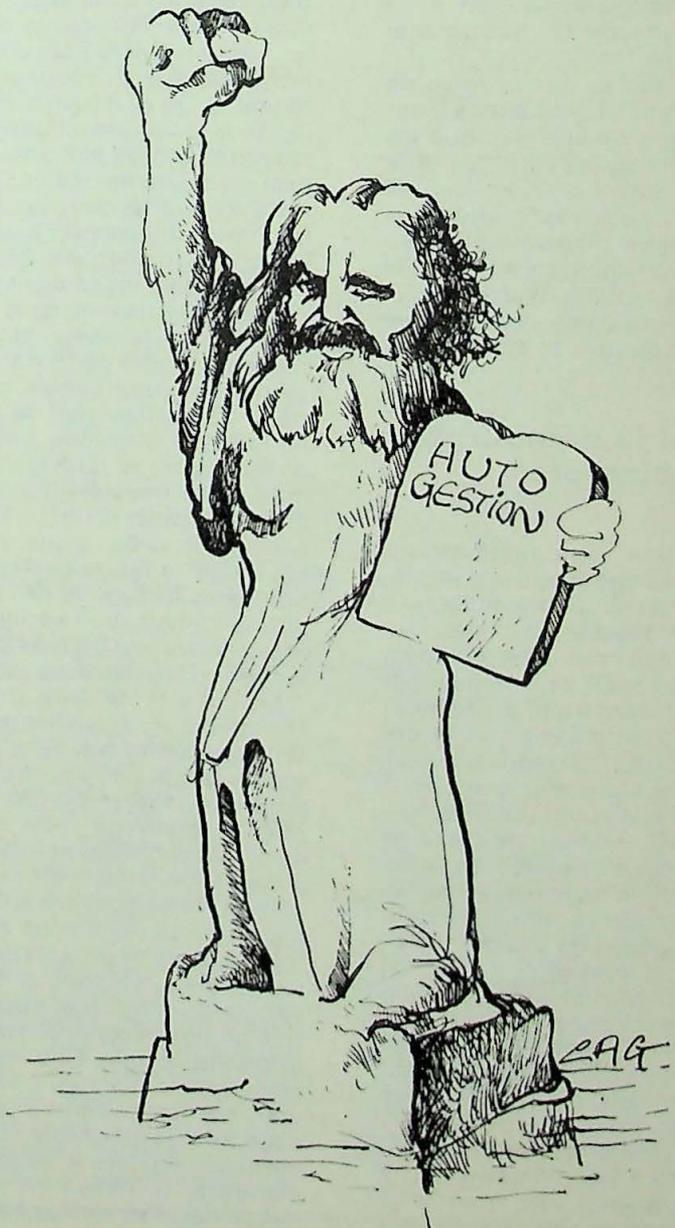
... de démocratie industrielle

La seule contrainte imposée par les écrits de Goodman et de B. Vin-

cent est celle qui oblige à réfléchir, et à interroger les clichés et les ornieres de la pensée politique, même révolutionnaire. C'est une faible épreuve au regard des découvertes : chant sur les valeurs renaissantes d'un monde qu'on aurait enfin extrait de son asile, appel fraternel à la reconquête d'une humanité perdue, plaidoyer pour la réduction en nous du consommateur — cet « *homme fabriqué* » — et pour la résurgence de notre immense pouvoir créateur, abattu, assourdi, écartelé par cet outil mythifié qu'on dit au service des peuples, l'Etat.

Convaincus, intransigeants, critiques, il faut faire plus que lire ce livre : écoutez-le.

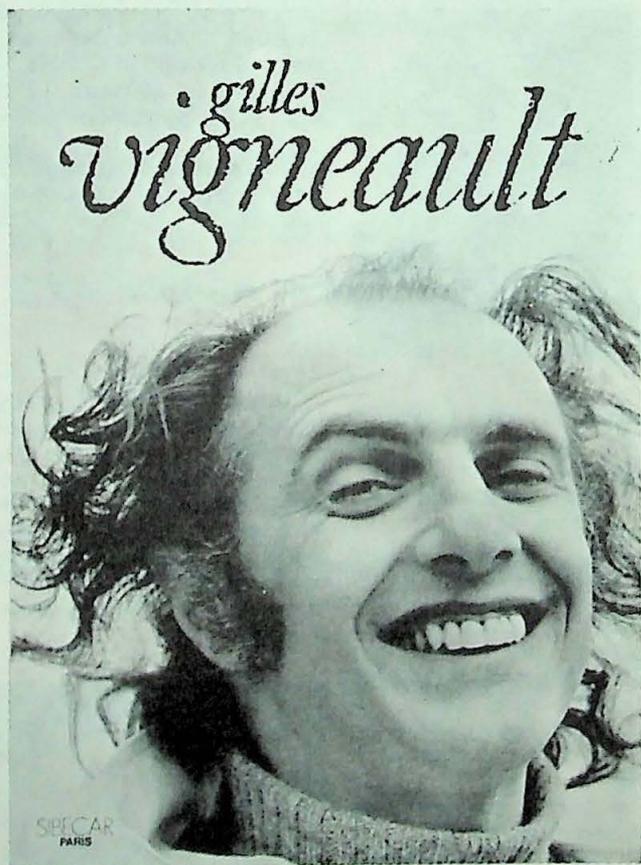
Marc CHENETIER ■



(1) Bernard Vincent : *Paul Goodman et la reconquête du présent*. Le Seuil. 248 pages. 35 F.

c'est aussi politique

le Québec au goût de



La librairie Syros (1) met en vente, à un prix très réduit (21 F au lieu de 35 F), un bel album consacré à Gilles Vigneault : l'ensemble paroles-photos-partitions musicales en permet une approche vivante et cohérente.

Vigneault a un savoureux parler populaire qui, chose rare dans la chanson, supporte bien le test de la lecture. Une double lecture est ici permise. Celle des textes, et il apparaît que les textes de Vigneault, même détachés de leur contexte musical, ont une existence propre, une présence. Celle des partitions : à ceux qui savent les déchiffrer de mesurer leur originalité.

Vigneault, c'est le Québec du rire grave et de la gravité qui refuse de se prendre trop au sérieux. Celui des espaces libres et rudes, celui du quotidien difficile qui ronge la liberté, le Québec d'une identité qui se cherche, dans la langue : « *Les gens de mon pays, ce sont gens de paroles et gens de causerie* », et dans l'avenir à inventer : « *Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'envers d'un pays qui n'était ni pays ni patrie* ».

Marion LAY ■

(1) 9, rue Borromée, 75015 Paris.

avec Colette Magny

Colette vient de passer trois semaines à la Cartoucherie de Vincennes.

TS : Est-ce que tu passes toujours dans des lieux un peu marginaux comme la Cartoucherie, ou cela t'arrive-t-il de chanter dans des entreprises, des lieux publics ?

Colette Magny : Je ne suis ni gauchiste, ni PC, ni rien du tout... La plus grande tournée de ma vie, c'est Mai 68. Là, j'étais deux ou trois fois par jour au turbin. Mais dans les entreprises, c'est extrêmement rare malheureusement. Les comités d'entreprise, ou ils m'ignorent, ou ils trouvent peut-être que je ne suis pas bien pour les travailleurs...

TS : Une chanson comme celle des mineurs, tu ne l'as jamais chantée sur place ?

CM : Si ! l'année dernière à Lille. C'était une grande joie pour moi.

TS : Ton objectif n'est pas d'apporter la bonne parole...

CM : Pas du tout. Je n'ai jamais prétendu être révolutionnaire. J'ai envie de faire ça et j'ai envie qu'on m'aime, le reste c'est de la littérature. Mais gagner ma vie, je sais ce que c'est. Les circuits économiques, connais ! Le chômage, connais ! La cadence, connais ! Le pool dactylographique, c'est moins dur que l'usine, mais c'est pas gai non plus.

TS : Tu dis les choses telles qu'elles sont — l'exploitation, la guerre impérialiste, mais aussi le plaisir — tu les cries sans chercher à convaincre...

CM : Non ! et je ne veux pas. J'ai trop le respect des autres. Je suis écoeurée, même si j'ai du respect pour leur action, par les réactions de certains jeunes de gauche ou d'extrême gauche. Ils sont butés, bornés : la ligne ! Les points virgules ! C'est horrible !

TS : Et pourtant, tes chansons ont un poids, une fonction (subversive, politique ?) qui déborde ou dépasse tes intentions.

CM : Oui, mais ce n'est pas délibéré. Je ne me dis pas au départ que je vais servir la classe ouvrière... Je ne suis au service de personne. Mais quand je chante au moment d'une grève, dans une entreprise — même devant un public très restreint (moi, ce ne sont pas les grands podiums que j'ai eus en 1968, ce sont les hangars...) — j'ai la joie d'être gratifiée si un ou plusieurs ouvriers sont bouleversés d'entendre une femme chanter leurs conditions de travail. A Lille, l'année dernière, un mineur a demandé que je rechante. J'aurais chanté jusqu'à ce que je m'en pète une corde. C'est pour eux que j'écris.

Les travailleurs sont abrutis par la télé, la radio. Mais quoi faire ? Je suis allée à Saint-Nazaire, au 58^e jour de la grève. Quand on est arrivé sur la grande place, un délé-

gué nous a dit : « On n'est pas là pour rigoler avec des guitares. » Quand c'est la castagne, les travailleurs trouvent que la chanson ça fait pas sérieux, que ça sert à rien.

Sinon, il y a le public habituel des militants. Peut-être est-ce pour eux une sorte de réconfort qu'une dame à cheveux blancs chante avec cette violence et aille dans un certain sens qui est le leur. Quelqu'un qui est avec eux, même s'il y a des divergences. Ce qui me fait le plus mal : je me suis laissée convaincre qu'il fallait que ce soit les masses qui s'expriment d'abord. Moi seule ait fait sortir le 45 tours d'un OS marocain. Eh bien ! aucun mouvement de gauche ni d'extrême gauche ne s'en est occupé, n'y a prêté attention.

Autrement, j'espère être la mauvaise conscience de tous les autres artistes. L'ORTF, les journalistes, etc., ils n'ont aucun pouvoir sur moi. Je suis libre. Ils me feront un bel enterrement, les gens de ma profession ! Ils disent que je suis l'honneur de la profession...

TS : D'où vient ce réel « effet de choc », cette émotion que créent tes chansons ?

CM : Ce qui peut bouleverser dans mes chansons ? C'est le coup de l'humiliation. Je suis dans les humiliés, les obèses. Quand on te fait chier dès l'enfance 24 h sur 24, tu deviens méchant, tu es dans les minorités agressées. Toute ma vie a été conditionnée par ça.

TS : Lorsque tu travailles à une chanson, restes-tu dans ton coin, en solitaire, ou vas-tu te renseigner, discuter avec les gens concernés ?

CM : Oui. La *Chronique du Nord*, par exemple, ça c'est fait au cours de trois ou quatre voyages. Après, je leur ai envoyé (aux mineurs) la bande, qu'ils m'ont retournée avec des suggestions... Dans ces chansons-là, il n'y a pas une parole qui est de moi. C'est tout imbriqué de ce qu'ont dit les gens. La lettre d'un mineur polonais, par exemple...

TS : Où se situe, à ton avis, le chanteur populaire ? A la fois dans et en retrait de ce qui se passe, du mouvement ouvrier ?

CM : Je suis moins à l'écart que certains militants... J'ai suffisamment de contacts dans le milieu paysan-ouvrier pour militer jusqu'à la fin de mes jours. Quand il y a un mouvement, quel qu'il soit, s'il mène à une action à laquelle j'adhère, j'y vais. Mais tous les discours politiques m'ennuient profondément. Ils n'ont rien, pas de chair, pas de sang. Je ne trouve aucune organisation satisfaisante. Il n'y a pas de passion. C'est impossible de soulever autrement. Je chante par passion.

TS : Et quels sont tes projets ?

CM : J'ai quatre ans de travail devant moi. J'ai plein de papiers dans mes tiroirs, de dossiers, d'enquêtes que je n'ai pas pu réaliser. C'est vrai, il y a toujours quelque chose de plus urgent que ta peau. Alors, j'arrête de chanter, j'arrête de composer...

Le lendemain, Colette partait pour Cognac chanter dans une MJC.

Propos recueillis
par MARION LAY ■

une dramaturgie du quotidien

Deux pièces présentées coup sur coup correspondent à une tendance du théâtre actuel : faire sortir la critique de notre société des petits faits de la vie quotidienne (1).

Tiens le coup jusqu'à la retraite, Léon de Georges Michel montre Léon dans sa vie de tous les jours. Tous les jours, le travail à l'usine, ses gestes monotones, puis les longues stations du soir devant la télé. Promenade du dimanche en famille. On prend l'air dans les vapeurs d'essence.

Travail à domicile de Franz-Xaver Kroetz nous fait entrer dans un foyer clos, où le baquet placé au milieu de la cuisine — baquet où la femme lave les enfants, puis se lave elle-même avant d'arriver, fourbue, à la dernière corvée de la journée : faire l'amour ; baquet où l'homme noiera plus tard le dernier-né — devient la matérialisation des contraintes et usures mentales de chaque jour.

A la simple description du quotidien succède en effet son dérèglement. Léon, renvoyé pour raison économique de son usine, s'adapte mal dans un nouvel emploi à des cadences forcées. Surtout, il réagit mal devant le refus des valeurs auxquelles lui-même croit par une fraction jeune de la société : un marginal qui couche sous les ponts ou son propre fils, chômeur perpétuel, qui devant une voiture grand sport s'écrie : « *C'est pas pour des mecs qui travaillent, ces voitures-là.* »

Dans **Travail à domicile**, le dérèglement du quotidien tient à la venue d'un enfant dont le chef de famille n'est pas le père. Tentative d'avortement, mais l'enfant s'obstine à vivre, gâchant les jours et les nuits de l'honnête travailleur à domicile, jusqu'à ce que celui-ci s'en débarrasse par un meurtre et que le petit foyer minable reprenne sa course normale.

Dans les deux pièces, ce qui compte en effet, c'est la mise en question sous-jacente. Plus que dans **Tiens le coup jusqu'à la retraite**, Léon qui choisit les moments où s'exprime la cruauté du quotidien, **Travail à domicile** est une critique minutieuse du système familial, où des êtres normaux s'oppriment les uns les autres, perdant peu à peu toute ouverture sur le monde.

Il est regrettable que Régis Santon, plutôt que de jouer le jeu de la monotonie journalière, ait enfermé la pièce de Georges Michel dans une grande carcasse de fer où est évoqué, hallucinatoire, le travail de l'usine, dans un bruitage excessif. Les scènes de la vie courante perdent ainsi leur naturel et leur véricité. Au contraire, **Travail à domicile** joue sur la succession monotone des moments de vie. Le déplacement d'un rideau, de cour en jardin et de jardin en cour, impose son rythme lent à une représentation où tous les mouvements forts de la vie naissent de l'accumulation du détail.

Avec les pièces de Kroetz, comme avec **Loïn d'Hagondange** de Jean-Paul Wenzel (TS n° 687), un nouveau courant dramaturgique se dessine. Par rapport au théâtre antérieur, ce théâtre de la banalité du quotidien apparaît dédramatisé. Mais, sous les mots de chaque jour, mots dans lesquels les personnages s'expriment mal, sous les gestes qu'ils retiennent, les vrais drames d'individus coincés par la société actuelle sont présents.

Dominique NORES ■

(1) **Tiens le coup jusqu'à la retraite**, Léon (mise en scène : Régis Santon) au Palace • **Travail à domicile** (mise en scène : Jacques Lassalle) au Petit TEP.

c'est la fête



Béranger, Imago, Wetterwald. Ils viendront à la fête. Pourquoi et comment se retrouvent-ils dans la programmation ? C'est une question que tout le monde peut se poser. Et bien, d'abord pour le contenu des chansons qui critiquent la non-vie, les multiples causes de l'aliénation et poussent à la réflexion, à la révolte. Wetterwald, c'est plutôt la tendresse, l'absurde, avec des textes comme des jeux de mots. Béranger est plus mordant, plus politique aussi avec au-delà de la dénonciation la recherche d'une alternative. Imago, c'est l'humour d'une bande de copains comme il en existe tant.

tiques, *Libération*, *Politique Hebdo*, *Rouge* et à de nombreux galas de solidarité.

Wetterwald

Dans l'ambiance universitaire de 68, Denis Wetterwald a composé ses premières chansons entre deux exposés de philosophie kantienne et ses répercussions sur les contradictions internes du système capitaliste.

C'est à Caen et dans la région qu'il chante pour la première fois. En 1969 et 1970 il participe à la Fine Fleur de la Chanson française. Il chante au « Bateau ivre », il part en province où il tourne avec les Frères Jacques, Anne Vanderlove, Francesca Solleville et Claude Nougaro.

Ensuite un 33 tours, 12 chansons dont il est auteur-compositeur et... producteur. Car il pense que la seule manière de se faire connaître est de forcer les portes et bousculer les habitudes.

Béranger

(extraits d'une autobiographie)



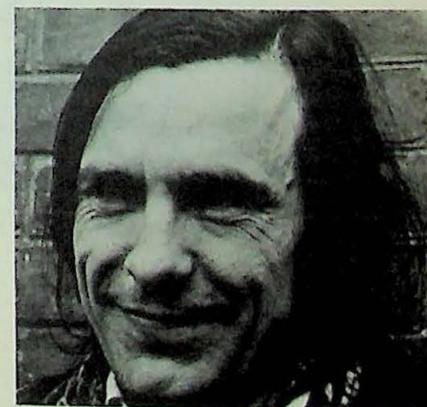
La route, l'armée, la police, le travail, Saint-Michel... nombreux sont les jeunes qui se retrouvent en eux. Autre critère de choix, la qualité. Dans les fêtes, les galas de soutien, ils « passent » bien. Troisièmement, ils enregistrent chez Sibecar, petite maison de production indépendante qui se bat pour une autre chanson (on en reparlera). Enfin, si Béranger est populaire, Imago et Wetterwald passeront pour que vous les connaissiez mieux. Pour ce faire on pourrait parler de leurs chansons. Mais ça ne se raconte pas. Ça s'écoute. Par contre, beaucoup se demandent comment on vient à la chanson. On vous livre quelques extraits de leur biographie telle qu'elle est diffusée dans la presse.

Imago

Quand on a 17 ans et qu'Euclide, Malesherbes et la III^e République, ne font plus rire, pour peu qu'on soit fana de blues, de folk, on se rassemble et on fait de la musique. Imago est né.

Ils animaient alors les « surboums ». En 1972, ils se retrouvent chez Bernard en Ardèche à fabriquer du fromage de chèvre. C'est là qu'ils écrivent et composent leurs premiers titres. Les clients des bistros sont leurs premiers témoins. Ils font deux 45 tours, après contact avec Sibecar, participent à des fêtes poli-

Je suis né en 1937 à Amilly, Loiret. Amilly est un village sans aucune caractéristique. Il possède quand même je crois, une Caisse d'épargne. Mon grand-père maternel, ouvrier-ajusteur y vivait avec sa famille. Le soir, pour vivre, toute la famille assemblait des vélos. Mon père était ouvrier-tourneur chez Louis Renault.



Après avoir fait quelques rencontres marquantes qui font qu'on décide un jour de suivre sa propre voie, j'ai quitté l'usine pour faire beaucoup de métiers différents dans le cinéma et à la télévision.

En 68, j'ai eu à nouveau envie de faire des chansons. Allez savoir pourquoi !!! J'avais déjà chanté dix ans avant, dans un groupe de mecs de tous bords, dont le but était de fabriquer des spectacles pour des collectivités défavorisées : vieux, handicapés, délinquants, etc.

vous êtes concernés

Tout d'abord, pour rétablir la vérité historique avec un grand V, il faut rectifier l'erreur commise sur la page 24 de TS de la semaine dernière, consacrée au Front populaire. L'« Œuvre » à l'époque était un journal de gauche qui ne sombra qu'à partir de 1940 dans la collaboration avec les nazis. D'ailleurs, le dessin de l'ouvrier renversant le panier de crabes était tiré de l'« Œuvre ». Ensuite, un appel pressant pour les lecteurs, militants et sympathisants : qu'ils écrivent à TS pour dire ce qu'ils pensent de l'ensemble de la nouvelle formule, de la maquette, du choix des articles retenus. C'est à ce prix seulement qu'une rubrique « correspondance », digne de ce nom pourra être animée.

Merci à tous et à vos plumes.

AIDEZ-NOUS

Le nouveau TS est sorti. Vous avez pu constater les efforts accomplis : plus de pages (24 au lieu de 16) ; un papier supérieur ; une maquette rénovée.

Et malgré tout cela non seulement nous n'avons pas augmenté nos tarifs, mais au contraire, le prix du journal a baissé. Il est à 3 F au lieu de 3 F 50.

Cet effort accompli, nous ne pourrions tenir le cap si vous ne nous soutenez pas... financièrement. La souscription continue. Nous publions ci-dessous une nouvelle liste de souscripteurs.

A.R. Béziers, 60 F • I.B. Savignac, 500 F • Anonyme, Loiret, 50 F • Section Chalon/S, 200 F • AN - La Celle-Saint-Cloud, 30 F • Fédération Yvelines, 2 000 F • M.P. Paris-5°, 60 F • District Hautes-Pyrénées, 510 F • G.L. Paris-3°, 500 F • Section Paris-17°, 140 F • D.D. Roubaix, 100 F • Section Paris-11°, 400 F • M.C. Céret, 30 F • B.C. Millau, 100 F • J.F.P. Tarbes, 50 F • C.L. Montreuil/B., 35 F • J.D. Boucau, 250 F • Anonyme, Paris, 100 F • Section Sèvres, 200 F • R.P. Carantec, 200 F • B.A. Paris-13°, 50 F • Total : 79 679,45 F.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - 6 mois : 60 F

Avec en prime un livre au choix

- Servitude et grandeur du PSU (E. Depreux).
- L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).
- Les mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).
- Chili 1970-73 : Un peuple en lutte (collection Chili).
- Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).
- Le Mai des banques (militants CFDT).
- IX^e Congrès du PSU-Amiens - décembre 1974.
- Critique socialiste n° 23 (La crise).
- Critique socialiste n° 24 (Autogestion).
- L'Etat patron (Ph. Brachet).
- Le Marché commun contre l'Europe.
- Le Manifeste du PSU (Toulouse).

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

cinéma 76

MAI ★ N° 209
L'évolution du
CINEMA
FANTASTIQUE

Hommage à
GEORGES SADOUL

Situation du
CINEMA BULGARE

LE CINEMA FRANÇAIS
en question

Entretiens avec
GAINSBURG
CORNEAU

Et toute l'actualité

En vente partout : 8 F
et, 6, r. Ordener, P.-18°

DECOUVERTE ET
CULTURE, LOISIRS
4, rue d'Aligre, 75012 Paris
Tél. 344-12-50

25 avril 74, 75, 76
La Révolution, les élections...

PORTUGAL 76 DCL

3 semaines - 1 700 F (prix maximum)
4/7 au 23/7
19/7 au 7/8
3/8 au 22/8
18/8 au 8/9

Vite... la place va manquer !

SELECTION TV

Vendredi 7 mai

A 21 h 30 sur Antenne 2 : **Apostrophes** « Les journalistes, l'argent et l'objectivité ».

La liste des invités nous promet une belle empoignée centrée sur *Le Figaro* et *Le Monde*.

A 20 h 30 sur FR 3 : **Magazine**, dans la série : « De quoi avons-nous peur ? » : *La sexualité* (2^e partie).

Pour la première fois elle n'est pas présentée sous l'angle médical.

A 22 h 30 sur Antenne 2 : **Ciné-Club** : « *Place au rythme* » : comédie musicale américaine du grand Busby Buckley.

Samedi 8 mai

A 20 h 30 sur FR 3 : *Germinal* : deuxième partie de la retransmission théâtrale en différé du théâtre national de Strasbourg avec « lecture » dramatique du roman de Zola, conçue pour la télévision. Plus qu'une simple retransmission théâtrale, un spectacle de recherche télévisuelle qui s'inspire des grands maîtres du cinéma muet russe.

Dimanche 9 mai

A 20 h 30 sur TF 1 : *Le Train*, un film de Granier-Deferre. La reconstitution remarquable de l'exode de 1940 donne à ce film valeur de document.

Les bons films à cette heure de grande audience sur TF 1 sont trop rares pour ne pas le signaler.

Mardi 11 mai

De 20 h 50 à 21 h 20 sur France-Culture : **Dialogue** de Roger Pillaudin « *Toute la vie à changer* » avec Gérard Mendel et J.-P. Chevènement.

A 20 h 30 sur TF 1 la télévision suisse romande présente *Le Bunker*.

La volonté de puissance d'un Hitler peut-elle être comparée à celle d'un magnat de l'économie et même si elle prend des formes plus subtiles, ne conduit-elle pas aussi à l'exploitation, à la torture et à l'assassinat ?

Le parallèle n'est pas trop gros à l'heure où les vieux phantasmes et les nostalgies de l'ordre brutal, resurgissent et où à travers une certaine mode « rétro » on essaie de gommer le passé.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : **Les dossiers de l'écran** : *Viva Portugal* (1975). Ce film tourné par un collectif de réalisateurs, dont Serge July, entre le 25 avril 1974 et le 1^{er} mai 1975 est la chronique de l'An 1 de la révolution portugaise. Il raconte à travers des images prises sur le vif la création des organes du pouvoir populaire.

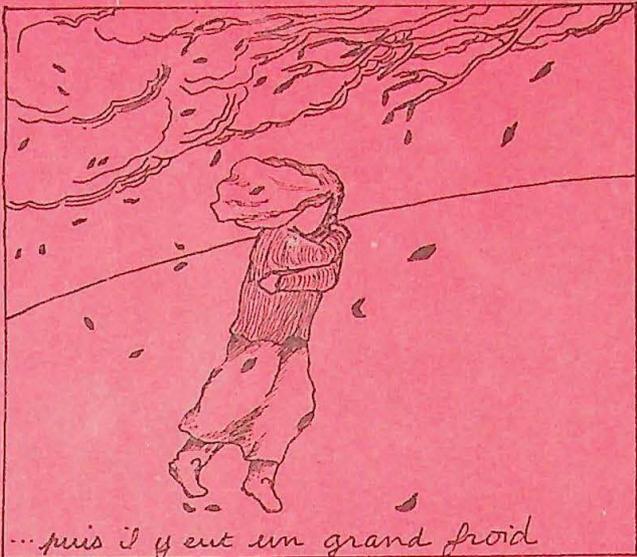
Les réalisateurs sont allés à la source de la révolution pour nous donner une image du pouvoir de la base, d'un peuple qui réfléchit tout seul, qui pense tout seul.

Le film sera suivi d'un débat en direct de Lisbonne, auquel participeront les principaux leaders politiques et qui portera sur l'avenir du pays, mais aussi sur l'évolution d'une société par la voie révolutionnaire.

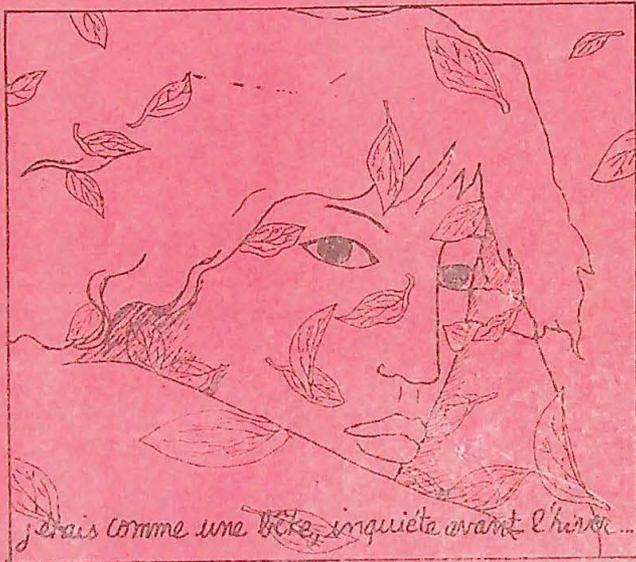
Une fois de plus nous risquons de rester sur notre faim après le débat. Se reporter donc aux différentes publications du parti à ce sujet, et profiter de l'impact de cette soirée pour les diffuser.

DÉRIVE ...

ALINE ISSERMANN



... puis il y eut un grand froid



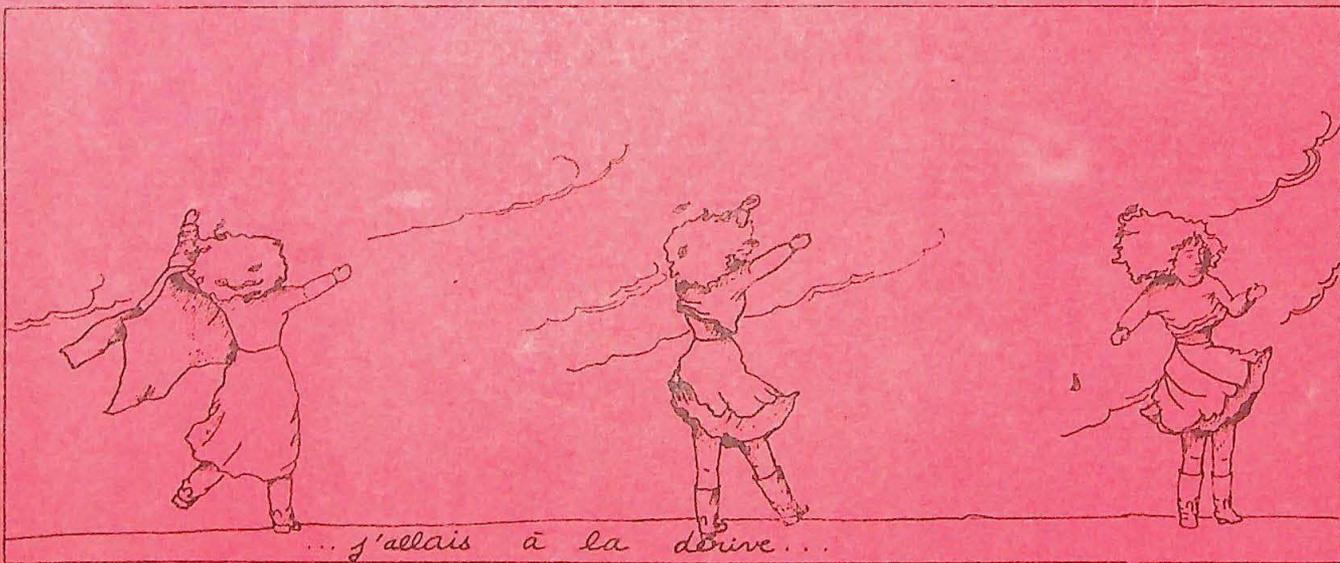
j'étais comme une tête inquiète avant l'hiver...



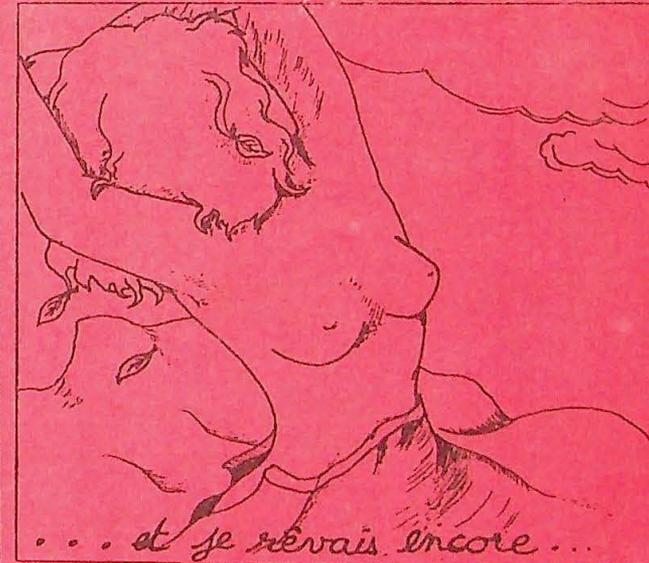
j'étais toute entière une grande angoisse



le ride se faisait autour de moi...



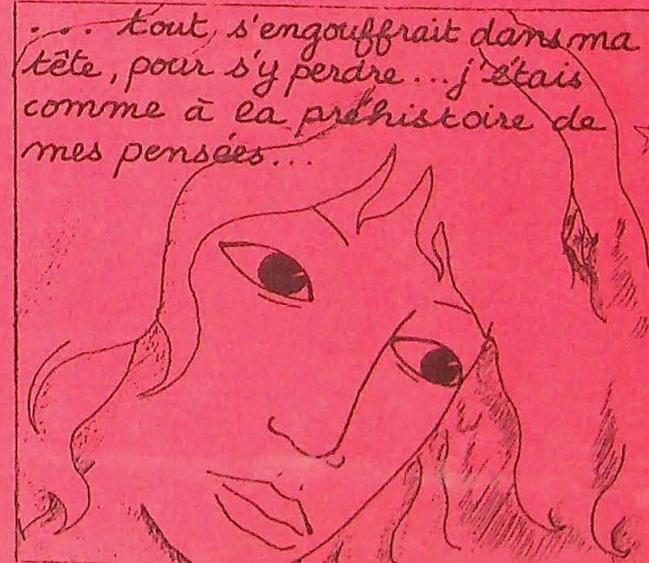
... j'allais à la dérive...



... et je rêvais encore...



..... lorsque je m'apparus que je m'étais perdue...



... tout, s'engouffrait dans ma tête, pour s'y perdre... j'étais comme à la préhistoire de mes pensées...